

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 2 OCTOBRE 1969
N° 423, 1,50 F



la lutte
pour le
pouvoir

Sommaire

4. Le développement du courant socialiste.
5. Une situation nouvelle.
7. Le courant socialiste.
10. Le rôle et la stratégie du P.S.U.
12. L'organisation du Parti.
16. Lutte politique et syndicale.

Direction Politique Nationale



Collombert

Résolution "Jeunes"

Constatant la faiblesse de l'implantation du P.S.U. en milieu jeune (1,3 % de jeunes travailleurs - 11 % d'étudiants), le 6^e congrès du P.S.U. avait mandaté la Direction Nationale pour convoquer un Conseil National qui aura pour objet d'étudier et de discuter de la contribution des jeunes travailleurs manuels et intellectuels au combat socialiste, et de statuer définitivement sur l'article 8.

Les jeunes, en raison de leur situation économique et idéologique particulière, constituent une fraction qui joue un rôle important dans le combat pour le socialisme. Les jeunes qui vivent une période d'accumulation des connaissances et du savoir-faire nécessaires à l'exercice autonome d'un travail productif, manuel ou intellectuel, de biens ou de services, constatent l'incapacité du capitalisme à assurer :
— une formation adaptée à

l'évolution économique à long terme,
— l'utilisation de leurs compétences acquises dans l'enseignement,
— le développement économique leur permettant de trouver un emploi.

Situés dans une période de transition entre la phase de dépendance quasi totale de l'enfance qui vise à réprimer tout esprit de critique, de créativité, de responsabilité, et la phase de l'âge adulte, soumise à une pression idéologique particulièrement forte en vue de leur faire accepter les règles de la société bourgeoise, pression qui s'exprime par tous les moyens d'information, de publicité, de culture, les jeunes constatent que la réponse à leurs aspirations ne peut leur être fournie dans le cadre du système capitaliste d'exploitation et de domination de l'homme par l'homme.

Maintenus le plus longtemps possible dans une tutelle idéologique qui vient justifier une tutelle économique et une surexploitation des jeunes travailleurs, vivant tout spécialement les contradictions de la société dite de consommation entre une abondance de biens proposés ou imposés et les moyens économiques de les satisfaire, les jeunes constituent une fraction dynamique et radicale qui joue un rôle essentiel dans la contestation de l'économie et de l'idéologie capitalistes.

L'expression politique par la voie électorale étant refusée à la plupart d'entre eux par le système actuel, les jeunes jouent un rôle spécifique important sur le terrain des luttes sociales, économiques et idéologiques qui présentent une importance capitale dans le combat socialiste.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Comité de Direction
Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonnes, Jacques Ferlus, Michel Johan, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Publicité
Jean-Claude Gifflet

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Téléphone :
Administration : 783.19-20
Rédaction : 586.45-64

Le présent numéro est tiré
à 25.000 exemplaires

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'Administration
S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Résolution sur l'intervention militaire au Tchad

Depuis plusieurs mois, sans que jamais le gouvernement s'en soit expliqué devant le Parlement ou l'opinion publique, les forces armées françaises sont utilisées au Tchad pour défendre le gouvernement néo-colonialiste de Fort-Lamy et les intérêts capitalistes français contre une révolte populaire. Des jeunes sont morts dans cette nouvelle guerre coloniale inavouée. Des renforts ont été envoyés il y a quelques jours. Même si les effectifs sont encore réduits il y a là une utilisation injustifiable et illégale des forces armées en

même temps qu'une menace redoutable pour tous les peuples d'Afrique.

Le P.S.U. dénonce cette nouvelle manifestation d'arrière-garde du colonialisme français. Il appelle toutes les forces populaires à se joindre à lui pour exiger la reconnaissance effective des droits du peuple tchadien à se gouverner lui-même et le retrait immédiat des forces d'intervention françaises du Tchad. Il prendra contact avec les organisations politiques et syndicales susceptibles de mener avec lui une action dans ce sens.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

**DUEL DANS
LE PACIFIQUE**

(V.O.)

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

L'Europe en crise

Jean-Marie Vincent

Après tout les choses ne vont pas si mal ! C'est du moins ce qu'essayent de penser les commentateurs de la presse ou les responsables des grandes organisations bourgeoises. En Allemagne occidentale, les élections n'ont pas entraîné le bouleversement attendu (victoire électorale de la social-démocratie et entrée en force des néo-nazis dans le parlement). En France, les grèves pourtant nombreuses ne paralysent aucun secteur essentiel : dans les P. et T., les bureaux de tri, les opératrices du téléphone débrayent, mais successivement, dans le désordre, sans plan d'ensemble discuté et accepté par les travailleurs directement concernés. En Italie, les ouvriers de la métallurgie ou les travailleurs des services publics font preuve d'une très grande combativité, mais le gouvernement démocrate-chrétien de M. Rumor, pourtant travaillé par de fortes contradictions, reste en place sans grandes difficultés.

La sagesse de nos gouvernants — pas d'attaque frontale contre les classes populaires — semble payante. On laisse crier les contestataires sur tous les tons, on concède le strict minimum (augmentations de salaires) avec l'espoir que les choses finiront par se tasser. Point n'est besoin de sacrifier beaucoup aux mythologies de la participation pour cela, le développement industriel, la réhabilitation du profit, la condamnation répétée du désordre sans issue suscitée par « les gauchistes » doivent suffire à calmer les impatients. Les occasions de s'enrichir ne sont-elles pas aussi grandes que jamais ?

Et pourtant les choses ne sont plus comme avant. En Allemagne, à peine les élections terminées, le gouvernement doit sanctionner l'instabilité monétaire en instituant un taux de change flottant pour le mark. Tous les problèmes écartés de la consultation électorale réapparaissent immédiatement à la surface : le développement capitaliste est-il conciliable avec les aspirations profondes des travailleurs ? Est-il susceptible de mettre fin aux fluctuations de l'emploi, des revenus qui touchent si durement les classes populaires ? Ni du côté de la C.D.U. réactionnaire, ni du côté de la social-démocratie apprivoisée on ne fournit de réponse. Le seul recours, malgré les mérites tant vantés de la démocratie de Bonn, les travailleurs le trouvent dans la grève.

En France, la belle opération de Pompidou, Chaban-Delmas, Giscard, c'est-à-dire la dévaluation furtive du mois d'août dernier, ne résout rien. Les réserves de change continuent de s'épuiser à un rythme alarmant, ce qui se traduit par une chute du franc sur le marché international.

La perspective d'une nouvelle dévaluation du franc, opérée cette fois en catastrophe dans un climat international très lourd, se rapproche de plus en plus.

Etonnons-nous après cela qu'on parle de la remise en question des accords de Bretton-Woods (1946), une des bases de l'organisation monétaire et économique de l'impérialisme occidental. Dans la conjoncture présente, rien n'apparaît plus certain, et la prévision économique dans les circonstances actuelles relève plus de la météorologie que d'une connaissance assurée des mécanismes économiques. La lire italienne, encore très stable au mois d'août dernier, est à son tour atteinte par la spéculation. La masse des euro-dollars, à la recherche de placements fructueux à court terme, ne fait que se gonfler de plus en plus rapidement, accentuant d'autant les difficultés des monnaies nationales européennes.

Nous entrons ainsi dans une nouvelle période où les effets cumulés de l'instabilité monétaire, de l'inflation rampante à l'œuvre dans tous les grands pays impérialistes, les Etats-Unis compris, viennent mettre en danger l'expansion générale du commerce international dans laquelle le capitalisme avait trouvé un des moteurs de sa prospérité depuis la période consécutive à la Seconde Guerre mondiale.

Rien ne permet encore d'affirmer que le capitalisme sera confronté à une crise générale entraînant surproduction, mévente et affrontement des protectionnismes nationaux (contingentement des échanges, élévation de nouvelles barrières douanières, etc.). Par contre, il est certain que la lutte des classes ne peut que s'exacerber. Pour faire face aux immenses faux frais de son système, pour maintenir ses profits la bourgeoisie devra inévitablement présenter la note à payer aux exploités des grandes métropoles occidentales, et à la classe ouvrière, principal pourvoyeur des richesses du monde industriel.

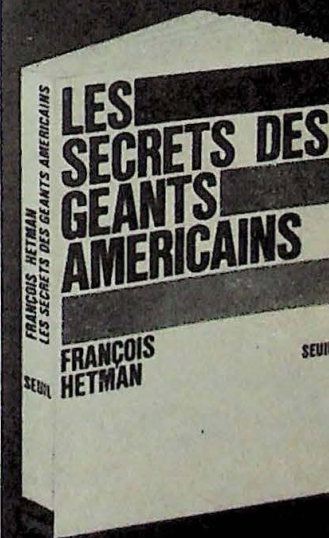
C'est pourquoi le regain de l'activité revendicative en Europe, le renouveau de la révolte contre le mode de vie capitaliste doivent être utilisés au plus vite et avec la dernière énergie pour opposer aux tentatives bourgeoises de stabilisation, de reconquête d'un nouvel équilibre la force collective des travailleurs en lutte et candidats au pouvoir.

On peut, bien sûr, ironiser en ce moment sur les perspectives illusoire de la « société nouvelle » de Chaban-Delmas et opposer à ce brouet mal cuisiné le cynisme bien terre à terre de la conférence de presse de M. Pompidou.

Mais si l'on se contente d'attendre passivement que les faits viennent démentir les pro-

phéties hasardeuses du Premier ministre, on risque de fortes déconvenues. Tout ancienne et vermoulue qu'elle soit, la « société nouvelle » peut de nouveau s'emparer des esprits, en fonction de la lassitude et du découragement. C'est bien pour cela que les luttes actuelles doivent s'élargir, que la tactique des grèves tournautes décidées et pratiquées dans la confusion doit céder la place à une tactique adaptée à la stratégie de conquête socialiste du pouvoir. Nous sommes engagés dans une course de vitesse avec la bourgeoisie. □

**Nature
croissance
et méthodes
des entreprises
américaines**



**par François
Hetman**

**L'ordinateur, le bon sens
et le profit**

Un volume 208 pages, 18 F

SEUIL

C2

série conseils et congrès

Le développement du courant socialiste

Au cours de son VI^e Congrès, tenu à Dijon en mars 1969, le Parti Socialiste Unifié a adopté à une écrasante majorité 17 thèses qui définissent son orientation fondamentale devant la situation présente de la France et du monde.

La définition de cette orientation constitue un fait nouveau de première importance : jusque là, l'action du Parti restait empirique, peu homogène sur le territoire, et parfois contradictoire dans le temps ou dans l'espace. Sur le rôle du Parti et sur ses perspectives, sur l'état présent du capitalisme et la profondeur de ses contradictions, les thèses ont levé grand nombre d'incertitudes ou d'ambiguïté. Elles permettent au Parti d'agir avec plus de cohésion et de continuité.

Cependant, ces thèses ne constituent pas la définition d'une straté-

gie au sens précis du terme. Tel n'était d'ailleurs pas leur objet. Mais aujourd'hui, le P.S.U. a besoin d'une orientation stratégique précise. C'est la tâche du Conseil national que de la définir. Le présent rapport est une réflexion préparatoire à la délibération du Conseil national sur la stratégie du Parti.

Il comporte trois parties. La première décrit la situation actuelle et tente d'en tirer quelques enseignements sur les perspectives proches. La seconde est une réflexion sur le courant socialiste et sur la stratégie qui peut permettre de le développer, notamment en fonction de notre principal interlocuteur dans la lutte contre le capitalisme : le Parti Communiste Français. La troisième tire des deux précédentes les enseignements qui en découlent sur le rôle et l'action du P.S.U.

l i s e z
le P.S.U.
et l'avenir socialiste
de la France

par

Michel Rocard

Secrétaire national du P.S.U.

Aux Editions du Seuil, collection "Politique"

Commandes à "Tribune Socialiste"
54, boulevard Garibaldi - Paris-15^e
C. C. P. 58 26 65 - Paris

Prix 4 F. le volume (au lieu de 4,50) pour toute commande supérieure à dix volumes

Une situation nouvelle

Nous assistons actuellement à l'installation d'un nouveau régime. Cela se traduit par un rapport de forces politiques différent de ce qu'il était dans la période précédente, par des changements dans le rôle que joue l'Etat, par la naissance de formes nouvelles de lutte, tous éléments qu'il convient de juger en fonction des orientations théoriques adoptées au Congrès de Dijon.

L'installation d'un nouveau pouvoir

La bourgeoisie vient de réussir avec un certain éclat à taire momentanément ses divisions internes pour réaliser une opération en trois

Mais cette solidité politique se double d'une certaine impuissance de fait, car le régime n'a pas de base sociale puissante et homogène pour deux raisons :

La première raison est que l'ouverture de la coalition politique qu'il représente a inclus à l'intérieur du régime les représentants de couches sociales aux intérêts parfaitement contradictoires. Entre un grand capital industriel qui a besoin d'expansion rapide, éventuellement au prix de l'inflation, et la masse énorme des petites et moyennes entreprises qui cherchent avant tout à se protéger du changement technique, les contradictions sont innombrables. Ouverture des frontières ou protec-

gime n'a cependant pas pu faire de la dévaluation le point de départ d'une opération de redressement complètement cohérente, même dans le cadre capitaliste.

Au milieu de tout cela, le régime hésite et tâtonne, comme le montrent à la fois le caractère disparate et peu convaincant de son « plan de redressement » et l'hésitation qui semble présider à la distribution des rôles, Giscard parlant en Premier ministre, Chaban assumant le risque d'un discours de Président de la République, et Pompidou se limitant à ce qui fait d'ordinaire le tracés d'un ministre des Finances, mais parlant néanmoins des gouvernements de son septennat. Ce n'est pas la sûreté de soi qui caractérise cette équipe.

La seconde raison de sa fragilité sociale est encore plus importante : le régime est contesté par une fraction croissante des travailleurs qui n'ont pas, en tant que tels, de représentation politique. La multiplication des grèves localisées, déclenchées sur la pression de la base, et que l'on dit sauvages, bien qu'elles soient le plus souvent menées avec la participation, parfois sous l'impulsion des responsables syndicaux locaux, traduit ce refus croissant du système capitaliste chez les travailleurs.

Dans les différents pays d'Europe, d'ailleurs, le rapport des forces change lentement aux dépens de la bourgeoisie. Nulle part, par exemple, elle n'a pu imposer la politique des revenus qui lui aurait permis d'asseoir la montée de ses profits sur une limitation acceptée de la croissance des salaires. Qu'il s'agisse de la Hollande, de l'Allemagne, de l'Italie, de la France ou même de l'Espagne, cet échec met en cause les équilibres politiques et contribue à leur renversement.

De la même manière, les offensives de « participation » échouent un peu partout : intéressement gaulliste ou cogestion allemande n'ont aucun effet sur le comportement réel des travailleurs, dont la combativité s'intensifie. Loin d'être détruites, notamment en France, les forces ouvrières reprennent de l'audience et cherchent de nouvelles formes de lutte et des objectifs adaptés à la situation présente.

Paralysé par l'absence de véritables interlocuteurs politiques, absence qu'il a lui-même recherchée, le régime cherche à se fabriquer de tels interlocuteurs. Il suffit que Séguy parle un peu fort dans un moment de tension sociale, sur la base pourtant d'une plateforme qui n'a rien de redoutable pour le régime pour que celui-ci cherche à en faire le chef d'orchestre d'une vaste offensive politico-syndicale. Cette pseudo-offensive redonne alors apparemment au régime une capacité d'intervention sans laquelle il est impotent.

En réalité, cette situation traduit une crise des institutions et des formes politiques de la démocratie parlementaire, crise plus sensible en France et en Italie que dans les autres pays d'Europe, mais néanmoins de même nature. Dans le cas de la France, cette crise se traduit

Communiqué du Bureau National

On pourrait ironiser sur le dernier gadget du Président de la République : le « capitalisme populaire » et son ultime tentative de vendre une vieille marchandise, l'association capital-travail. Mais derrière ce propos, il existe des réalités et un plan d'ensemble du gouvernement dont les objectifs sont très clairs : c'est le transfert de pans entiers du secteur public au patronat (aux transporteurs privés pour la S.N.C.F. et la R.A.T.P., aux compagnies d'électronique pour le téléphone, aux industries privées pour l'énergie atomique, etc.).

La distribution d'éventuelles actions aux travailleurs de la Régie va dans le même sens, d'autant

qu'elle peut laisser place assez rapidement à la création d'un marché et à l'achat privé de ces actions.

Il n'appartient pas aux travailleurs de la R.N.U.R. de se battre pour défendre les intérêts du capitalisme d'Etat. Mais il leur appartient d'imposer leur contrôle sur l'avenir de Renault, par une mobilisation massive, seule capable de peser sur les décisions qui les concernent. Ils bloqueront ainsi la tentative actuelle du pouvoir qui vise en fait à leur imposer de nouvelles conditions de travail et à faire mettre en cause leur liberté d'organisation dans l'entreprise par la pression des intérêts privés.

temps : reprise de contrôle politique du pays après mai, renvoi de De Gaulle et mise en place de Pompidou. Ces opérations ont laissé les organisations socialistes défaits, leur base sociale réduite, leurs moyens d'action dérisoires, et l'opinion temporairement impressionnée par l'habileté manœuvrière de Pompidou.

La nature de ce nouveau pouvoir appelle réflexion. Il a tout à la fois une grande solidité politique et une encore plus grande fragilité sociale. Sa solidité politique est interne au régime. Ayant élargi considérablement les limites du rassemblement conservateur que représente le gouvernement de la V^e République, le nouveau régime a, dans le cadre des institutions qu'il s'est données, une solidité politique faite surtout de l'absence d'une opposition capable de le remplacer à court terme sur le plan parlementaire.

tion, maintien des privilèges fiscaux ou lutte contre l'inégalité et la fraude, appui sur de grands techniciens modernistes ou concessions à la petite bourgeoisie poujadisante, libéralisme ou autoritarisme en politique intérieure et en politique sociale, maintien d'une information officielle orientée ou tentative pour laisser la télévision retrouver un minimum d'objectivité, enfin poursuite à tout prix du profit privé ou maintien des prérogatives de l'Etat (dans le cadre capitaliste bien entendu), tout oppose ces deux fractions, dont aucune d'ailleurs n'est complètement homogène.

La dévaluation illustre bien le nœud de contradictions où se débat le régime. Contraint à cette décision par la faiblesse industrielle et commerciale du pays comme par la méfiance des spéculateurs qui jouent constamment contre le franc, le ré-



AD.N.P.

notamment par une hésitation sur le rôle précis que le capitalisme peut faire jouer à l'Etat dans une telle conjoncture.

Evolution du rôle de l'Etat

Avant de relever en quoi elles changent, il est prudent de souligner ce que sont de manière fondamentale les fonctions de l'Etat en régime capitaliste et ce qu'elles resteront.

Gardien de l'ordre puisqu'il est le détenteur monopoliste du droit d'utiliser la force, l'Etat s'en sert avant tout, par sa police, son armée et sa justice, pour préserver non seulement la propriété privée des moyens de production et d'échange, mais aussi le pouvoir économique qu'elle confère, et même les rentes et privilèges les plus abusifs qui lui sont attachés. La fonction de répression de l'Etat garde un caractère permanent, qui ne peut que s'accroître dans les périodes de crise.

L'Etat est en outre devenu un agent économique majeur. En France, il détermine les revenus de trois millions de salariés et fabrique ou fournit 13 % de la production nationale. Les luttes sociales qui se déroulent dans cet énorme secteur ont un caractère directement politique puisqu'elles s'attaquent au pouvoir.

De plus, l'Etat s'est vu confier la responsabilité d'une prévision globale et d'une régulation des mécanismes économiques. En France cette responsabilité s'exerce par le moyen du Plan et des circuits de financement publics.

De ces moyens étendus, correspondant à l'étape du capitalisme concentré, ont résulté de nouvelles possibilités d'intervention. L'Etat a aujourd'hui pour le capitalisme un rôle essentiel qui consiste à désorganiser les travailleurs, à égarer leurs organisations vus les illusions de la participation ou les compromis de la concertation, et à affaiblir leur combativité en encourageant leur division.

L'Etat a également, en France, une responsabilité centrale en matière d'enseignement et de recherche, qui fait de lui l'interlocuteur unique pour tous les conflits concernant l'éducation, la culture et la recherche. Le système d'enseignement a en effet dans les pays capitalistes une fonction essentielle, qui est d'assurer la pérennité de la domination idéologique du capitalisme. Dans un pays aussi centralisé que la France, cette fonction est directement assumée par l'Etat, qui de ce fait affronte plus directement

qu'ailleurs la contestation étudiante.

Dans la phase actuelle du capitalisme, l'Etat a de manière beaucoup plus précise, notamment en France, la tâche d'arbitrer entre les intérêts du grand capital et ceux de la petite bourgeoisie artisanale, commerçante ou industrielle attardée. Directement condamnée par le processus de concentration, cette dernière cherche à s'en défendre par des privilèges fiscaux et le ralentissement du développement. Cette contradiction pèse, on l'a vu, d'un poids très lourd sur les débuts du nouveau régime Pompidou.

Mais précisément cet arbitrage de l'Etat entre les couches capitalistes en conflit est de plus en plus difficile à rendre, il devient de ce fait de plus en plus tatillon et de plus en plus encombrant. De là découle une pression croissante de très importants milieux pour diminuer l'importance de cette intervention de l'Etat. Toute la logomachie anti-dirigiste des petites et moyennes entreprises y tend et le régime Pompidou cède d'autant plus volontiers à cette pression que dans le cas particulier elle correspond aussi aux intérêts du grand capital.

En effet on assiste actuellement au développement d'un capitalisme international, fait d'un petit nombre de grandes sociétés concentrées, agissant à l'échelle mondiale en se dégageant de plus en plus des contraintes imposées par telle ou telle puissance publique, fut-elle américaine. Ces grandes sociétés ont une stratégie, un partage de leurs moyens et de leurs implantations, qui répond à leurs intérêts propres et ne saurait se plier à aucune concertation ou planification nationale. Elles se sont même dotées d'un système monétaire international privé, l'euro-dollar, qui échappe à toute réglementation publique et même à celle des Etats-Unis.

De plus la politique des blocs issue de la guerre froide a laissé place à une compétition souple entre deux systèmes, l'un capitaliste et l'autre à structures socialisées, aussi peu homogènes l'un que l'autre. Leurs diverses variantes nationales nouent des relations variables mais croissantes avec les pays de l'autre bloc. Les sociétés privées jouent ce jeu vis-à-vis des pays de l'Est en s'affranchissant des carcans de politiques nationales rigoureuses. Seule la Chine conteste.

Dans ces conditions les interventions économiques de l'Etat perdent une partie de leur signification. Déplanification, privatisation sont les

mots d'ordre de l'heure. Cela signifie que dans l'avenir proche, la fonction la plus marquante de l'Etat sera d'ordre social plus qu'économique : son rôle de gardien de l'ordre et d'organisateur de la « paix sociale » sera plus important que son rôle de planificateur.

Il n'en reste pas moins que l'Etat est au centre du système de pouvoir que les forces socialistes doivent attaquer. Mais leur faiblesse actuelle leur interdit dans l'immédiat une attaque politique frontale. C'est donc, pendant une phase transitoire qu'il faut espérer courte, au niveau de la prise de conscience et de l'organisation qu'il faut porter la lutte, pour développer dans toutes les couches populaires une connaissance plus exacte du rôle du capitalisme et de la manière dont il est en train de naufrager l'avenir du pays dans des secteurs essentiels, comme d'imposer un mode de vie qui place les travailleurs dans un état de dépendance économique, sociale et culturelle de plus en plus profond.

Mais qui dit lutte visant à développer la conscience collective, ne dit pas lutte à mener par le prêche, au contraire. La parole et l'écrit ne peuvent servir qu'à deux choses : débattre d'une théorie, d'une stratégie et d'une tactique entre militants dont l'adhésion à la lutte est acquise ou accentuer par la description juste qu'on en fait, le sentiment de souffrance ou de malaise que ressentent les travailleurs dans la société capitaliste pour les conduire à la lutte. Ce sentiment de souffrance, de malaise ou d'exploitation, lui-même ne peut être provoqué par le discours, il ne peut l'être que par l'expérience. Le but de l'action politique est alors d'accomplir de nombreux actes capables de faire naître cette expérience et à partir de cette expérience, de développer l'organisation collective des travailleurs. Tel est le rôle des actions que doit conduire le courant socialiste. C'est en effet à partir d'un tel travail politique que pourra naître à la fois une large volonté collective de transformer le système, et un engagement massif dans la lutte socialiste qui permettra d'en renforcer les instruments, au premier rang desquels le P.S.U. lui-même.

Les terrains de lutte

De telles actions s'imposent d'autant plus que la société française est caractérisée par le nombre important des contradictions qu'elle recèle.

Au sein de la classe ouvrière, les travailleurs sont de plus en plus conscients de ce que la seule revendication de salaire, bien qu'elle reste essentielle, ne change pas grand chose à l'équilibre du système — même quand ils sont très importants comme à Grenelle, les résultats obtenus sont rapidement annulés par l'inflation. Partant de cette constatation, la réflexion de nombreux militants de base dans toutes les centrales s'oriente dans quatre directions :

1) En matière de salaire, la tendance est à mettre en cause la hiérarchie, pour pousser à sa limitation, comme l'ont montré des actions réa-



lisées à l'E.D.F. et dans la Chimie.

2) De plus en plus, les problèmes de conditions de travail et de dignité des travailleurs dans l'entreprise tendent à faire l'objet de revendications pressantes et de mouvements de grève. C'est en tous cas le sens des grèves de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., des postiers et de certaines entreprises privées.

3) Les travailleurs découvrent que, sur tous ces problèmes — salaires, hiérarchie, conditions de travail, garanties de l'emploi —, pour n'être pas toujours sur la défensive, il faut qu'ils imposent leur droit de veto contre les décisions essentielles du patronat. C'est le sens du mot d'ordre de contrôle des travailleurs, directement issu des luttes les plus avancées qui se sont produites dans certaines entreprises mécaniques et textiles notamment.

4) Enfin, un nombre croissant de travailleurs s'interrogent sur le débouché politique de leur lutte et le moyen de dépasser les limites actuelles de l'action syndicale.

Dans la situation créée par ces évolutions, les militants du P.S.U. doivent avoir pour objectif de participer activement à toutes ces luttes en leur proposant des objectifs et des mots d'ordre susceptibles d'en élargir la signification politique et d'éviter qu'elles ne s'enlisent dans des perspectives purement catégorielles.

De la même manière, dans l'agriculture, un nombre rapidement croissant de petits exploitants s'aperçoit qu'il n'est pas maître de ses véritables moyens de production : gros équipement mécanique, silos, abattoirs centralisés. Par le canal des contrats d'intégration, ces petits exploitants découvrent leur adversaire direct : le capitalisme. Là encore, la convergence doit être établie entre la lutte directe et un projet politique global.

Au sein du système d'enseignement et de recherche se produisent des évolutions de même nature, et plus significatives encore en ce qu'elles touchent aux fondements de l'idéologie du système. Les chercheurs découvrent de plus en plus que les orientations de la recherche, ses modes de financement, le choix fait au profit de la recherche appliquée et aux dépens de la recherche fondamentale correspond aux intérêts immédiats du capitalisme mais non aux intérêts à long terme de la société tout entière. Un nombre croissant d'enseignants et d'étudiants découvrent d'autre part que par delà les tâches de formation professionnelle nécessaires à la bonne marche du système, ils sont en fait les agents de transmission

Journée enseignement technique

La journée sur l'enseignement technique prévue pour le 28 septembre aura lieu le **Dimanche 5 octobre**, au siège du parti, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, à 9 h 30. Trois rapports seront suivis de discussion : enseignement technique et patronat, l'établissement technique, enseignement technique et système d'enseignement.

de son idéologie. Mais l'évolution démographique et sociale a multiplié leur nombre, et le système ne peut plus assurer aux produits d'un enseignement de masse les rentes et les avantages qu'il garantissait à un petit nombre d'élus. Le sentiment d'insécurité qui est le lot aujourd'hui des professions intellectuelles peut aider leurs membres à découvrir leur véritable solidarité de classe.

Dans bien d'autres secteurs, le parti a souvent fait l'analyse de ces contradictions qui s'approfondissent entre l'intérêt évident d'une couche particulière de travailleurs et les conditions dans lesquelles le système les conduit à exercer leur métier : chercheurs scientifiques, travailleurs de la santé.

Trois autres évolutions sont à relever, qui posent au Parti des problèmes théoriques non complètement résolus par les thèses.

Tout d'abord, les employés de commerce, de bureau et des transports ont par rapport à leurs employeurs une situation de plus en plus analogue à celle de nombreux ouvriers. Leurs revendications débouchent de la même manière sur le problème du contrôle et notre stratégie doit avoir pour objectif de faire d'une partie d'entre eux des alliés solides du combat socialiste.

Ensuite, dans la couche des cadres se situent quantité de travailleurs productifs. Ceux d'entre eux qui ont une activité productrice plutôt que disciplinaire, qui ne participent pas directement de l'autorité patronale mais fournissent une production ou un service outre l'exploitation dont ils sont victimes, sont bien placés pour porter un jugement politique sur l'absurdité du système en matière de politique de recherche ou de planification économique. Dans ce domaine, la présentation de nos positions fondamentales doit être telle que ces travailleurs puissent comprendre la convergence de leurs intérêts avec ceux des forces socialistes.

Enfin, le capitalisme assure sa domination en imposant à la société tout entière un modèle d'organisation et de consommation qui par lui-même suscite difficultés, souffrances et contradictions. Qu'il s'agisse là des inégalités régionales, du manque d'équipements collectifs, des mal logés ou de l'accès à l'éducation et à la culture, des batailles précises peuvent être menées qui auront pour effet — outre les succès partiels, mais précaires qu'elles peuvent permettre de remporter — de rendre plus évidente la nocivité du système ; et par-là de donner plus de puissance à la volonté de transformation politique.

Toutes ces luttes ne sont pas dans l'état actuel des choses, de nature à paralyser le système, mais au moins de nature à réduire sa base sociale et à élargir celle des forces socialistes.

La situation présente et les thèses du Parti

Les remarques qui viennent d'être faites s'inscrivent bien dans la logique des thèses adoptées à Dijon, qu'elles viennent vérifier sur plus

d'un point. Les conclusions essentielles des thèses étaient en effet les suivantes :

— La domination mondiale du capitalisme et le développement technologique extraordinaire qui la sous-tend s'accompagnent d'un approfondissement des contradictions du système.

— Mais ces contradictions changent de nature ; moins qu'une crise économique par diminution brutale de la production, c'est à une diminution de la cohésion et de l'assise sociale du système qu'il faut s'attendre. Crise internationale par rivalités entre les impérialismes secondaires et les Etats-Unis, crise de direction par conflits entre le capital financier, le capital industriel et la couche des grands managers, crise so-

cialiste par le réveil de la classe ouvrière et la révolte des classes moyennes traditionnelles menacées par l'évolution économique, crise culturelle par une contestation du modèle de société proposé par le capitalisme croissant de l'idéologie du système, et elle-même alimentée par le développement constant des systèmes d'éducation, tels sont les aspects actuels des contradictions du capitalisme.

— De cette situation découle la constatation que le socialisme est plus que jamais à l'ordre du jour. Cependant, son avènement n'est en rien inéluctable. Une crise non résolue peut fort bien bloquer le processus d'évolution d'une société, et le socialisme ne s'imposera que s'il répond concrètement aux problèmes

soulevés par les contradictions du capitalisme.

— La victoire des forces socialistes exige des luttes de masse, qui ne seront possibles sur une grande échelle que si le refus de la société capitaliste est traduit en objectifs concrets, et par là étendu très largement dans les couches populaires.

— La montée des forces socialistes s'accompagnera d'affrontements qui ne pourront pas être tous résolus par la voie électorale. Les luttes sociales, par le contenu politique que le courant socialiste aura su leur donner, joueront un rôle décisif dans la prise de conscience, puis dans la conquête du pouvoir lui-même.

C'est donc le rôle et la nature du courant socialiste qu'il convient maintenant de discuter.

Le courant socialiste

Les contradictions que recèle actuellement la société capitaliste française provoquent, on l'a vu, une crise de ses formes politiques. Il en résulte un très grand décalage entre les forces sociales actuellement à l'œuvre dans cette société et les organisations politiques ou même syndicales qui s'en inspirent, prennent appui sur elles ou prétendent les représenter.

Les forces sociales

La classe ouvrière au sens strict, c'est-à-dire les travailleurs manuels productifs, conserve le rôle essentiel dans la lutte socialiste. En effet, leur triple condition de salariés subissant la domination patronale, de producteurs assurant la marche du système et pouvant donc le bloquer, et de manuels victimes le plus directement des aliénations économiques et culturelles engendrées par le système fait des ouvriers la couche sociale la mieux placée pour donner à sa protestation un caractère révolutionnaire.

L'évolution technologique et la division sociale du travail ont entraîné, depuis un siècle, ces deux conséquences que la classe ouvrière reste minoritaire parmi les salariés, mais qu'en même temps d'autres forces sociales utilisées par le capitalisme sont en train de se découvrir des solidarités qui les lient à la classe ouvrière.

La prise de conscience qui se développe parmi les employés, les techniciens productifs ou certains fonctionnaires relève directement de ce phénomène. Il en va de même parmi les enseignants. Les mouvements étudiant et lycéen correspondent aussi à cette évolution : ces forces sociales ont pris conscience que le capitalisme se servait d'elles et leur assignait une tâche précise dans son propre développement, tâche que ces forces refusent d'assurer dans le cadre imparti.



Collombert

Pour tenter d'analyser ces forces et de définir le rôle qu'elles peuvent jouer dans la lutte socialiste, il est nécessaire de rejeter toute idéologie des classes moyennes prises en bloc, comme celle que développe le Parti Communiste français et François Mitterrand à sa suite.

L'analyse essentielle est celle de leur prise de conscience, et ce, depuis Mai 1968 aussi bien que pendant la période de grande montée des luttes. L'important en effet n'est

● PARIS XII^e - Part. à part. - Pavillon R.C. + 2 étages - Surface 210 m² - 2 grands living - 4 ch. - Grande cuisine aménagée - Terrasse - Garage - Tél. - S. de bains. Sacrifié cause départ. Ecrire « Tribune Socialiste ».

pas la conscience formelle d'appartenir à un groupe social, mais la conscience réelle de faire partie d'une force capable de s'opposer à d'autres dans un rapport de forces clair, et capables, sur la base de ce rapport de forces, de se battre sur une stratégie longue. Le spontanéisme correspond à cette conscience élémentaire d'appartenir à un groupe social dont on a l'impression que la nature fait l'homogénéité et que le nombre fait la force. Bien entendu dans les périodes difficiles, cette conscience élémentaire s'effrite et disparaît. La prise de conscience réelle se fait à partir des luttes concrètes, elle est en fait une conscience de masse, qui permet à ces forces de découvrir leur signification sociale. Mais le vrai clivage est celui de la conscience de classe, étape ultime qui seule permet de s'engager durablement dans la lutte effective. Cette conscience de classe reste liée à la découverte et à l'épreuve de l'exploitation fondamentale, celle du travail, celle que vit quotidiennement la classe ouvrière à travers le salariat, mais aussi à travers ses conditions d'existence.

Une telle prise de conscience est aujourd'hui possible, à travers les formes nouvelles du travail, pour que le projet socialiste devienne aussi celui des forces nouvelles qui s'affirment en tant que telles.

Mais cette prise de conscience doit forcer le carcan des organisations.

Les organisations

Les manifestations élémentaires de la lutte du courant socialiste se font de manière concrète, sur le terrain. C'est dire que ce n'est pas à priori avec des organisations politiques de type traditionnel que les militants politiques du courant socialiste lutteront de manière préférentielle mais bien avec les militants insérés dans les organisations de masses, syndicats et associations de toute nature. C'est leur milieu de travail normal, à l'intérieur duquel ils doivent être à l'écoute des préoccupations réelles de la base, et être capables de proposer des objectifs d'action correspondant à la nature de l'organisation de masse en cause, objectifs qui seront librement débattus, modifiés, adoptés au sein même des organisations en cause à l'exclusion de toute courroie de transmission.

Les organisations politiques sont d'une autre nature : leur réalité sociale n'est pas toujours significative d'une véritable lutte de classes ni d'un projet de société, et leur projet politique est par définition concurrent du nôtre. Il n'en reste pas moins qu'il existe sur ce plan des alliés, et aussi deux organisations qui sont au mieux des interlocuteurs parfois des adversaires.

221 Le Parti Socialiste

héritier de la longue dégénérescence de la S.F.I.O., est partagé entre un large courant centriste, représenté par son groupe parlementaire et une bonne partie de ses élus municipaux, un autre courant prêt à installer ses sécurités électorales dans un rôle d'allié satellite du parti communiste



français, et un courant moderniste, plus faible que les précédents mais qui s'est vu confier la direction. L'issue des conflits entre ces trois orientations est difficile à prévoir, et le processus de régénération paraît n'avoir que peu de chances de succès. Mais l'essentiel n'est pas là. Ce parti n'a plus de réalité sociale importante dans aucun secteur. Sa présence dans la classe ouvrière se limite à quelques zones peu nombreuses, et à des militants rarement réputés pour être les plus actifs. Son influence en milieu paysan, enseignant, étudiant est quasi nulle. Il représente en fait une bourgeoisie modeste de petits employés et fonctionnaires. On ne le rencontre pas dans les luttes sociales concrètes et ne concerne donc pas le courant socialiste autrement que comme une force d'inertie.

Il en va tout autrement du Parti Communiste.

222 Le Parti Communiste français sa stratégie et sa pratique

Le P.C.F. est depuis de longues années l'organisation dominante du mouvement ouvrier et socialiste de notre pays. Son action particulièrement lors du Front Populaire et de la Résistance, a marqué en profondeur la classe ouvrière. Aujourd'hui encore, les militants ouvriers les plus actifs, même lorsqu'il ne sont pas et ne se veulent pas communistes, utilisent souvent ses analyses, recourent à ses mots d'ordre et affrontent le patronat avec les instruments qu'il a mis au point.

Cette prééminence est toutefois remise en question. La crise du mouvement communiste international, les succès ou des défaites subies par le P.C.F. de 1947 à 1968, l'arrivée à la vie politique de nouvelles générations ont cumulé leurs effets pour ébranler dans de nombreux milieux la confiance qui lui était jusqu'alors accordée. Il reste électoralement un parti très influent ; au cours du mouvement de mai-juin 1968, il a même pu freiner, puis stopper le développement de la grève générale en limitant volontairement les objectifs à atteindre, mais, à sa périphérie et dans des secteurs non social-démocrates du mouvement ouvrier et socialiste, ses orientations et son comportement sont critiqués de plus en plus ouvertement.

On lui reproche son immobilisme ou son conservatisme, son stalinisme ou son révisionisme, sans que ces étiquettes recouvrent des analyses sérieuses de son rôle dans la société

Journées presse

La Conférence Nationale « PRESSE » déjà annoncée se tiendra à PARIS - 68, rue de Babylone - métro : Saint-François-Xavier - rez-de-chaussée - au fond de la cour les 4 et 5 octobre 1969, à partir du samedi 4 à 15 heures.

capitaliste française. Certains groupements d'extrême gauche, partant de la constatation en elle-même juste que le P.C.F. fut en mai-juin 1968 un des principaux obstacles à l'extension du mouvement révolutionnaire, en font le principal rempart de l'ordre bourgeois, voire un instrument au service de la fascisation du régime (le révisionisme-fasciste) en procédant un peu comme le faisaient les communistes à l'égard des socialistes au cours des années 30-34. D'autres se contentent d'opposer aux déviations stalinienne des dirigeants communistes l'image d'un bolchévisme abstrait, idéal sans tenir compte des données réelles de la situation.

Il faut dire nettement qu'une telle façon d'envisager le problème ne fait pas avancer les choses. L'extrémisme de dénonciations, l'indigence des actions entreprises pour dissuader les militants communistes de suivre leurs dirigeants ne peuvent que favoriser les différentes campagnes « anti-gauchistes » du P.C.F. et perpétuer ainsi une situation où les défauts et les erreurs des uns servent de justification aux défauts et aux erreurs des autres.

Un comportement juste à l'égard du P.C.F. doit être basé sur une compréhension approfondie de sa nature, des conditions historiques de sa formation, de sa force et de ses faiblesses. L'adaptation lente et progressive du P.C.F. aux institutions et à la vie politique bourgeoises ne s'est pas opérée selon les voies classiques de la social-démocratisation. Elle a en fait commencé vers le milieu des années vingt et surtout des années trente par une apparente radicalisation baptisée « bolchévisation ». A travers un processus bureaucratique de réorganisation du parti, les cadres furent largement renouvelés par un afflux de militants d'origine ouvrière ; en même temps, les membres du parti furent conduits à suivre incondition-

nnellement — au nom de l'internationalisme — la politique déterminée par les dirigeants soviétiques. L'orientation du parti se trouvait ainsi largement dictée par des considérations étrangères à la lutte des classes en France et en Europe, mais l'hostilité et la méfiance de la bourgeoisie face à un parti qu'on ne pouvait enfermer dans des limites nationales constituaient pour les militants la preuve qu'ils étaient sur la bonne voie.

La période d'isolement la plus dure du début des années trente ne découragea pas les membres du parti, elle affermit au contraire leur capacité de résistance et les habitua à porter une grande attention aux revendications économiques quotidiennes des travailleurs pour compenser le peu d'écho de la ligne politique générale (dénonciation de la social-démocratie comme social-fasciste).

Ceci explique que le tournant 1935-36 (ralliement à la défense nationale, recherche d'alliances à la droite du parti socialiste) et plus tard, la participation gouvernementale aux côtés du M.R.P. n'aient pas produit sur le P.C.F. les effets dissolvants qu'ils ont eu sur la S.F.I.O. : l'intégration directe au système.

Le principe de sélection des cadres du P.C.F., son système d'organisation s'opposaient à ce que le groupe parlementaire ou les dirigeants syndicaux les plus opportunistes fussent d'une quelconque façon prédominante dans les décisions prises. Son intégration à l'ordre actuel s'est opérée par des voies plus détournées. La direction communiste prit toujours ses tournants les plus opportunistes en fonction d'une estimation de l'état du rapport international entre l'U.R.S.S. et les grandes puissances capitalistes (partage de sphères d'influences, essai d'accommodements politiques) quitte à changer de cap très rapidement lorsque les

Rencontre lycéenne

Réouverture des Lycées de la R.P. dimanche 5 octobre.

Ordre du jour :

- 1) La rentrée dans les lycées ;
- 2) Le mouvement de masse lycéen ;
- 3) Les lycéens P.S.U. : organisation, intervention ;
- 4) Rapport du mouvement de masse des lycéens avec les étudiants, les professeurs, le personnel des lycées.

9 h - 11 h : La rentrée dans les lycées ;

11 h - 12 h : Commissions sur les trois autres sujets ;

12 h - 13 h 30 : Repas ;

13 h 30 - 15 h : Commissions ;

15 h - 17 h : Rapports des commissions.

9 h - 17 h : Ouvert aux sympathisants, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

rapports se tendaient de nouveau sur le plan international.

C'est qu'en effet la participation à une coalition électorale ou à un gouvernement de type parlementaire n'épuisait pas les objectifs que pouvait se fixer la direction du P.C.F. Appuyée sur le camp des pays non capitalistes (à partir de 1945), elle pouvait escompter que les succès de ses alliés lui permettraient d'améliorer graduellement sa position et même éventuellement de neutraliser les réactions de la bourgeoisie (aussi illusoire qu'ait été cette perspective). Apparemment, il n'y avait aucun renoncement à l'exercice complet du pouvoir.

C'est pourquoi l'immense majorité des communistes a saisi pendant longtemps les démarches droitières du P.C.F. comme des manœuvres qui n'éloignaient pas de la conquête du socialisme, l'essentiel étant de préserver en toute circonstances la cohésion et l'influence du parti sur de larges masses. Dans ce contexte, le maintien d'une « orthodoxie » idéologique apparemment rigide, apparaissait, malgré le pragmatisme de la politique courante, comme la manifestation de caractère révolutionnaire du parti. Les membres du P.C.F. et à plus forte raison la masse de ceux qu'il influençait se trouvèrent ainsi placés dans une position de passivité face à la politique ainsi que d'acquiescement à des orientations dont ils n'avaient pas à juger le bien fondé sur le plan tactique.

Le parti, défini péremptoirement (en dehors de toute référence à sa pratique) comme le parti de la classe ouvrière ou encore comme « la classe pour soi », par opposition à la classe en soi, n'avait jamais à se justifier devant les masses : de façon paternaliste, il imposait à celles-ci la ligne politique du moment, élevée à la hauteur d'un dogme sans chercher leur conscience et leur organisation révolutionnaire.

Ce rapport paternaliste à la classe ouvrière et aux masses en général, les habitudes prises lors des périodes de collaboration avec des fractions de la bourgeoisie (1936 ou 1945) ne pouvaient pas ne pas avoir de répercussions profondes sur le P.C.F. tout entier, sur sa nature de classe. Depuis longtemps, il ne se pose plus le problème de la conquête du pouvoir à partir d'une action révolutionnaire, c'est-à-dire d'une action voulue et assumée consciemment par la majorité des travailleurs. Pour lui, la prise du pouvoir n'est plus que l'occupation et le contrôle graduels de l'État, grâce à une substitution d'équipes dirigeantes aux différents niveaux de l'économie et de la vie sociale. De façon caractéristique, dans les textes programmatiques les plus récents du P.C.F., la période de transition au socialisme n'est plus séparée de la période de domination capitaliste par l'instauration de l'hégémonie politique des travailleurs, mais par une période de « démocratie avancée » où l'étatisation progressive de l'économie (par des nationalisations) fait figure de transformation socialiste de la société sans que les assises et les fonctions de l'État soient bouleversées.

La dictature du prolétariat au sens où l'entendait Marx c'est-à-dire la constitution des travailleurs en classe dominante dans le plus large exercice des libertés politiques pour les masses, la transformation du travail salarié en travail associé, tout cela disparaît de l'horizon politique.

Il ne subsiste finalement dans la pratique du P.C.F. que deux terrains d'intervention privilégiés, d'une part l'action électorale et parlementaire récusant la participation active des masses, d'autre part, l'action étroitement « économiste » et non politisée au niveau revendicatif.

Le P.C.F. qui ne lutte plus contre l'État capitaliste, mais cherche à devenir le gérant d'un État bourgeois sans bourgeoisie, cherche l'appui de différents groupes sociaux (ouvriers, petits paysans, cadres, enseignants) non en leur offrant une perspective réellement anti-capitaliste, mais en reprenant leurs revendications les plus catégorielles, même si elles sont réactionnaires (défense de la petite production capitaliste) et en leur proposant les moyens de leur encadrement corporatif.

Toute son activité (du parlement aux municipalités, de l'action syndicale ouvrière à l'action paysanne) ne vise pas à préparer les masses aux affrontements avec le capitalisme, mais à renforcer ou à maintenir le contrôle social d'un appareil devenu un but en lui-même. La tactique l'emporte sur la stratégie.

Aujourd'hui la crédibilité d'une telle orientation, si favorable à la survie de l'ordre social actuel, a beaucoup diminué. En premier lieu, la politique cynique de coexistence pacifique pratiquée par l'U.R.S.S., ainsi que les difficultés internes du bloc soviétique, ont porté un coup très grave au mythe du P.C.U.S. en tant que guide de la classe ouvrière internationale et en tant que force capable de briser l'impérialisme.

En second lieu, la politique d'unité électorale a laquelle Waldeck Rochet a attaché son nom depuis 1965 s'est soldée par des échecs cuisants. Depuis les dernières élections présidentielles, la direction du P.C.F. a d'ailleurs largement renoncé à propager sa perspective de coalition parlementaire de gauche ; elle met bien plutôt l'accent sur son rôle de force d'opposition tranquille et majoritaire dans la gauche, sanctionnant par là ouvertement le fait qu'elle n'a plus la possibilité de poser, même sous une forme édulcorée et opportuniste la question du pouvoir malgré les difficultés grandissantes de la bourgeoisie à l'échelle française et européenne.

Le fossé entre l'idéologie apparemment révolutionnaire, en réalité éclectique et contradictoire, du parti et sa pratique de plus en plus intégrée aux mécanismes politiques

**RECH. App. Paris. 3 ou 4
P. Locat. ou Locat.-vente ou
Achat - Neuf ou vieux. Sit.
10^e, 11^e ou 12^e. Rive droite de
préf. Ecr. à U.S.**

actuels du système capitaliste ne fait que s'approfondir depuis mai-juin 68.

Aussi, malgré la solidité et l'habileté de l'appareil du P.C.F., notre parti a-t-il beaucoup de moyens pour battre en brèche le conservatisme des dirigeants communistes, pour le mettre en contradiction avec les aspirations anti-capitalistes de l'immense majorité de ceux qu'ils influencent.

Pour cela, notre parti ne peut se contenter de critiquer les actions ou les absences d'action du P.C.F. Il doit dans la pratique proposer et engager des actions de masse qui obligent les militants communistes à prendre position, à se situer par rapport à elles. L'action des comités Vietnam en 1968 (CVN et CVB) a montré que par ce moyen, on pouvait modifier le rapport des forces et même obliger la direction communiste à opérer des tournants tactiques (création d'un comité national d'action sur le Vietnam, liquidation à peu près complète du mouvement de la paix). La condition nécessaire pour réussir de telles actions est de ne pas les concevoir comme des actions isolées, symboliques, mais comme des actions portées par un courant organisé dans des masses relativement importantes. La force du P.C.F. tient pour l'essentiel à ce qu'il est souvent seul à offrir les moyens d'organisation nécessaires à la défense des intérêts des classes populaires. Il faut donc lui opposer non des slogans, mais des forces en voie de formation, des rassemblements de masse démocratiquement constitués autour de mots d'ordres anti-capitalistes, c'est-à-dire non corporatistes et libérateurs de nouvelles énergies.



Il s'agit là d'une politique profondément unitaire puisqu'elle vise à porter des coups de plus en plus durs à l'adversaire de classe en unifiant les efforts de la classe ouvrière, des travailleurs des secteurs non productifs, des paysans confrontés à l'intégration capitaliste en leur permettant de voir au-delà de leur situation présente.

Elle n'a bien entendu rien à voir avec l'unité traditionnelle de la gauche, conçue en termes purement électoralistes dans l'acceptation des règles du jeu actuel et des conditions de subordination imposées aux masses. Sans s'interdire l'utilisation des canaux officiels d'expression et des manifestations démocratiques limitées caractéristiques du système capitaliste, telles que l'activité municipale, elle se refuse à se laisser enfermer dans leurs bornes étroites.

Elle tend au contraire à chercher les points de rupture du système en même temps qu'elle cherche à renouveler tout le mouvement ouvrier et socialiste, pour qu'il se donne enfin le parti révolutionnaire dont il a besoin dans les formes qui répondent aux conditions des pays capitalistes développés.

C'est à ce sujet que se pose le problème des rapports avec les groupes dits d'extrême gauche.

223 Le groupes

La crise des formes de la vie politique traditionnelle, l'incapacité du P.C.F. à traduire en actions la poussée des nouvelles générations ont permis, depuis mai 68, un développement rapide des groupes d'extrême-gauche de filiation trotskyste ou maoïste. Leurs effectifs totalisés se chiffrent en milliers et non plus en centaines comme il y a quelques années. En même temps leur activité militante s'est renforcée qualitativement. Dans les quartiers, les usines, les facultés ils ont redonné un esprit combatif à des couches assez larges en même temps qu'ils ont démasqué bien des conceptions idéologiques servant à voiler l'exploitation capitaliste.

Toutefois leur dispersion, leur émiettement repoussent beaucoup les bonnes volontés que leur esprit de dévouement à la cause révolutionnaire avaient attirées. Leur existence apparaît plus comme la manifestation de la crise latente du P.C.F., comme la manifestation de l'absence d'un parti révolutionnaire sérieusement implanté dans les masses que comme l'expression d'un regroupement progressif des forces dans la lutte conséquente pour le socialisme.

Il est donc indispensable que le P.S.U., dans ses efforts pour construire un parti de type nouveau et pour favoriser le développement d'un courant socialiste adapté aux luttes actuelles affronte ce problème au fond. Il n'est pas possible de se contenter de discours généraux sur l'unité des révolutionnaires comme le fait « Lutte Ouvrière » parce que la dispersion et les affrontements entre groupes ont des racines profondes dans la pratique, les conceptions théoriques et les structures des organisations considérées. Les appels périodiques à l'unité des trotskystes ou à l'unité des marxistes-léninistes lancés par telle ou telle organisation ne changent rien de fondamental à cette réalité, d'ailleurs antérieure à Mai 1968. Et même si, par impossible, ces tentatives de regroupement partiel réussissaient, rien ne vient garantir qu'elles n'aboutiraient pas à de nouvelles divisions.

C'est qu'en effet dans tous les groupes, les rapports entre théorie et pratique, entre structures d'organisation et travail de masse sont profondément déformés et constituent

A VENDRE

MARX-ENGELS. Le Capital (8 volumes). Textes sur le Capital. Critique de l'Economie Politique. Editions Sociales. Etat neuf. S'adresser à T.S.

une entrave à des échanges féconds entre ces aspects distincts mais inséparables de la vie d'une organisation politique.

Placés dans une situation d'isolement relatifs par rapports à la majorité du mouvement ouvrier organisé, composés pour l'essentiel d'intellectuels ou d'étudiants, les groupes ont eu tendance à concevoir la théorie non comme un ensemble critique et scientifique perpétuellement soumis à examen pour améliorer la pratique, mais comme un schéma explicatif absolu, tout puissant, justifiant leur existence contre vents et marées, c'est-à-dire contre les échecs et les déboires. Chez les trotskistes les écrits de Léon Trotski pris à la lettre deviennent les canons d'une orthodoxie rigide sans confrontation véritable avec la pratique, sans que soient étudiés sérieusement les pronostics stratégiques ou les orientations définis il y a plus de trente ans. Chez ceux qui se veulent marxistes-léninistes, les thèses du P.C. chinois sont acceptées et transposées inconditionnellement, sans que les difficultés et les contradictions du processus révolutionnaire chinois soient vraiment examinées en elles-mêmes. Les écrits et les paroles des acteurs de la révolution culturelle sont ainsi pris pour la manifestation immédiate de la vérité et le stalinisme, qui a laissé des traces en Chine et dont les séquelles pèsent toujours si lourd sur le mouvement ouvrier international aujourd'hui, est relégué au rang d'invention bourgeoise et révisionniste.

La rançon de cette sacralisation de la théorie est que la pratique quotidienne des groupes est dominée par l'empirisme, c'est-à-dire par la recherche au jour le jour des moyens de se développer ou de survivre dans la mesure où la théorie ne l'éclaire pas. La pratique oscille en fait entre le fétichisme de l'organisation (considérée en elle-même en dehors des questions d'orientation stratégique, ex. la Ligue Communiste) et le fétichisme de la spontanéité des masses. Les insuccès dus à la résistance des organisations traditionnelles sont mis au compte tantôt d'une infériorité en matière de travail organisationnel que l'on peut compenser par des efforts tenaces, tantôt au compte d'une sous-estimation de la spontanéité des masses qu'il s'agit alors d'éveiller à elles-mêmes par des actions symboliques et significatives, mais isolées, et par l'agitation. Dans les deux cas la tentation du raccourci est très forte, on postule facilement en fonction d'une analyse apocalyptique (la montée irrésistible de la Révolution mondiale, les succès remportés dans d'autres pays du monde) que l'action révolutionnaire débouchera rapidement. On voit ainsi « la gauche prolétarienne » affirmer que l'idéologie bourgeoise a éclaté en mai 1968 et que les masses sont prêtes à partir à l'assaut du pouvoir. Bien entendu, quand l'évolution réelle vient démentir ce genre d'analyses, les groupes cherchent pragmatiquement une zone d'influence marginale, un milieu-refuge auquel ils s'adaptent le mieux possible et dont ils reflètent l'idéologie

spontanée (étudiants, couches périphériques de la classe ouvrière, etc.).

Il est inévitable évidemment que ces oscillations aient leurs répercussions au niveau théorique dans des querelles d'interprétation de l'orthodoxie conduisant à des casuistiques compliquées pour concilier l'empirisme de l'action et la prétention à poursuivre une stratégie révolutionnaire. Cela explique que des groupes apparemment proches par leurs inspiration idéologique puissent s'affronter aussi durement.

Il y a là une situation qui ne peut être surmontée que par une progression tant au niveau de la pratique que de la théorie. De ce point de vue notre parti a une énorme responsabilité. S'il se plie aux modes idéologiques, s'il reflète de façon contradictoire dans son propre sein les différents courants partageant les groupes sans affronter réellement les problèmes théoriques, sans développer le socialisme scientifique, les forces révolutionnaires dégagées depuis mai 1968 risquent de stagner. De même, si la pratique de masse du parti ne se développe pas, et si les actions de type courant socialiste n'exercent pas d'attraction suffisante, il n'y aura pas de progrès décisifs vers le regroupement nécessaire des forces. C'est pourquoi notre parti doit, de façon permanente, avoir une politique d'ouverture, de dialogue et de collaboration avec les groupements révolutionnaires, non sur la base de l'éclectisme ou d'accords éphémères, mais à partir d'une lutte vigoureuse contre l'esprit de chapelle.

En présence d'aussi nombreuses organisations, la conduite de la stratégie du courant socialiste n'est guère aisée. Une des possibilités serait

sur le plan social bien avant de se fréquenter, de tenter de mettre de l'ordre dans cet ensemble en privilégiant les rapports d'organisations, en nouant entre elles un réseau serré de pactes et d'accords définissant des objectifs communs et précisant des tactiques concertées. Mais ce serait prendre les choses à l'envers. L'essentiel n'est pas de modifier le jeu des organisations, mais bien de changer les habitudes de lutte des travailleurs et leurs rapports avec ces organisations.

Dans ces conditions les militants du courant socialiste doivent d'abord s'interdire absolument de confondre toute organisation avec une base sociale caractérisée. Le parti communiste est tout autre chose que le parti de la classe ouvrière, le parti socialiste tout autre chose que le parti des petits employés et fonctionnaires.

L'établissement de rapports durables entre groupes de militants doit se faire sur la base de deux critères sociaux, et le bien de ces groupes essentiels : la prise de conscience avec une réalité sociale sur laquelle ils agissent effectivement.

Le développement du courant socialiste rencontre donc des adversaires, des interlocuteurs et des alliés. Les adversaires, ce sont les forces socialistes sous toutes leurs formes. Les campagnes d'action commune permettront de les dévoiler et de situer leurs stratégies.

Les interlocuteurs sont les organisations qui parlent au nom de la gauche, mais poursuivent des stratégies erronées. Soit qu'ils manquent de moyens d'intervention sociale, comme le parti socialiste, soit qu'ils en possèdent de puissants mais s'en

luttent sociales et par conséquent à leur enlever toute perspective, comme le parti communiste, ces interlocuteurs s'enferment en fait dans le cadre capitaliste. Leurs stratégies contribuent parfois à le renforcer, comme à l'Université ou dans les entreprises, elles visent en tout d'autres formes de démocratie politique et de gestion qu'à le renverser. Avec ces interlocuteurs, notre attitude peut être simple : il est essentiel de ne jamais les confondre avec l'adversaire de classe, essentiel aussi de ne jamais taire notre critique de leur stratégie. Sur ces bases pourront se conclure des alliances défensives, et des accords d'unité d'action sur des objectifs partiels. Franchir une étape de plus exigera que le débat politique ait permis de dégager des convergences plus significatives qu'actuellement.

Les alliés sont toutes les forces et tous les groupes de militants avec qui peuvent être passés des accords qui vont dans le sens du courant socialiste et permettent son développement et qui appuient un projet socialiste commun.

Le courant socialiste lui-même est un rassemblement de forces en luttant dont il faut diminuer le caractère disparate, mais qui n'admet pas de commandement commun, sinon la réalité des luttes sociales disparaîtrait derrière les visées d'une direction bureaucratique. Le problème consiste donc à nourrir le courant socialiste de propositions et de débats qui petit à petit en favorise la convergence puis l'homogénéité. C'est là que se situe le rôle propre du P.S.U.

Le rôle et la stratégie du PSU

en effet, c'est d'ailleurs une tentative

Au milieu de ce courant composite où se nouent un ensemble de collaborations internes et de rapports changeants dans le cadre d'un front de classe commun, le P.S.U. a un rôle important mais difficile. L'histoire nous a appris et nous avons entériné cet enseignement dans les thèses, qu'il ne peut pas exister de direction politique générale, constamment éclairée de manière correcte sur les désirs et les orientations de la base. Rester à l'écoute de celle-ci, c'est respecter l'existence des organisations qu'elle s'est donnée, et pousser à leur renforcement, c'est renoncer à l'idée que tous les mots d'ordre et toutes les décisions doivent venir d'une direction politique unique. C'est surtout savoir que — dans la période présente — la prise de conscience se fait

servent de manière à dépolitiser les faire sur le plan politique.

Mais en même temps, l'extraordinaire diversité des orientations est à l'évidence contradictoire aujourd'hui avec toute espérance de victoire.

du P.S.U. doivent être capables de

Dans ces conditions, les militants traduire les orientations politiques du parti dans des termes correspondant aux préoccupations et aux types de lutte poursuivis par chacune des organisations de masse. Il serait stupide et néfaste et il sera condamné par le parti, de vouloir créer une « tendance P.S.U. » à l'intérieur de chaque organisation de masse. Mais il est nécessaire que, en liaison avec un nombre important de militants non organisés politiquement, se définissent les orientations syndicales ou sociales qui donnent à la lutte

syndicale ou sociale sa pleine signification politique.

En d'autres termes, dans les secteurs de lutte prioritaire, aujourd'hui la production industrielle, l'agriculture et l'enseignement auxquels il faudra sans doute ajouter d'ici peu la santé, les militants du P.S.U. devront être capables de définir des axes de luttes (contrôle organisation collective des travailleurs, etc.) répondant aux préoccupations d'une large base et compatibles avec l'orientation politique générale du parti. Pour ce faire, les militants ne pourront recevoir de consignes ou d'appui du parti pour cette simple raison qu'il n'est ni dans la nature ni dans la volonté du parti seul d'imposer des tactiques syndicales ou culturelles.

Les militants devront faire preuve d'imagination et d'initiative, ils de-

vront éviter de se retourner seulement entre eux dans les organisations de masse, mais au contraire, mener sur la base la plus large la lutte pour le choix des revendications et de formes d'action politiquement significatives dans un sens socialiste.

A défaut d'un tel souci, les militants du P.S.U. dans une organisation de masse courraient le risque de se couper de leur milieu et de n'en plus connaître les aspirations. A l'inverse, il n'est pas bon non plus que la lutte sociale soit menée sans jamais être examinée sous l'angle de sa signification politique.

Dans la situation ainsi décrite, le rôle du P.S.U. est clair. Il est un travailleur à une transformation compartiment révolutionnaire parce qu'il plète de la société. Autant les objectifs de cette transformation peuvent être définis, autant ses voies dépendent de la politique des adversaires. Il dépend moins du P.S.U. que de la situation et de la politique de la bourgeoisie que la mise en place de nouvelles structures de pouvoir se fasse à partir de la base dans une situation sociale tendue ou sous la pression de la base aidée par un pouvoir socialiste utilisant les formes légales.

La seule chose certaine est que des affrontements majeurs accompagneront ces transformations. C'est à ces situations qu'il faut préparer les travailleurs et leurs alliés.

Dans l'état actuel des choses, cela suppose pour le P.S.U. trois types d'objectifs :

31) Favoriser la prise de conscience socialiste à partir de situations concrètes.

Cela suppose que les militants du P.S.U. soient profondément à l'écoute des préoccupations collectives. Ils doivent être systématiquement militants dans une organisation de masse (syndicat, association de quartier, mouvement de jeunesse, etc.) en même temps qu'au P.S.U. Ils doivent être capables d'écouter les travailleurs plutôt que de leur infliger des prêches, et inventer des actions significatives capables d'être des révélations de toutes les formes d'exploitation, d'oppression ou d'abrutissement qu'engendre le capitalisme.

Il s'agit donc de trouver les véritables terrains de bataille qui correspondent le mieux aux forces du courant socialiste et à leurs possibilités, et qui correspondent aussi aux points fondamentaux de la crise du développement capitaliste. C'est le sens des trois campagnes d'action décidées par la direction politique nationale.

De 1958 à 1969, la France a vécu l'Etat. Le départ du général ouvre une période de rapports beaucoup plus étroits et plus visibles entre la puissance publique et le patronat. Il ne faut donc plus poser le problème du pouvoir d'Etat isolément, mais le poser en fonction de l'initiative patronale sur laquelle il repose. C'est l'objectif que poursuit la campagne pour le contrôle ouvrier dans les entreprises. Mais il est nécessaire en même temps de ne pas s'enfermer dans l'entreprise en

ignorant le cadre global où elle se situe. C'est pourquoi la campagne doit poser d'une manière plus large le problème du contrôle des travailleurs sur les décisions dont ils dépendent, qu'il s'agisse de la politique de l'emploi ou de celle des prix comme de l'embauche et des cadences. Cette campagne prend place d'ailleurs dans la défense du projet socialiste, puisque le contrôle des travailleurs est la première étape dans la voie de l'auto-gestion.

D'autre part le capitalisme français cherche actuellement à s'insérer sur un marché mondial contrôlé par les Etats-Unis. Ils ont soutenu de Gaulle tant que ce dernier posait le problème en termes conflictuels. Cela leur donnait des cartes. Mais de Gaulle ne s'est pas donné les moyens de sa politique et la situation a changé, ce que lui-même avait au demeurant compris. Et la politique officielle actuelle est le silence sur la capitulation devant la nomination américaine. Il faut rompre ce silence, il faut entreprendre l'opération vérité qui consiste à révéler le poids réel du capitalisme américain en France. C'est l'objet de la campagne anti-impérialiste, à laquelle le renouvellement du Pacte Atlantique sert de symbole.

Enfin nous traversons une phase de mutation économique accélérée qui entraîne des contraintes très fortes sur l'habitat, le genre de vie, les besoins collectifs. C'est l'objet de notre troisième campagne que de révéler l'ensemble des contraintes que le régime capitaliste fait peser sur la vie quotidienne des gens.

32) Proposer un projet global pour favoriser la convergence des luttes.

Le lourd passif des expériences stalinienne a rendu, à juste titre, les travailleurs méfiants sur la marchandise qu'on leur propose sous le nom de socialisme. Tous les pays où une révolution a triomphé étaient considérablement moins développés que la France ; et si les raisons en sont aisées à expliquer, il n'en faut pas moins fournir des garanties très sérieuses sur le type de socialisme possible en pays développé et sa capacité à assurer un développement rapide en même temps qu'égalitaire. Les thèses (numéro 6 notamment) comportent diverses esquisses en ce sens, ainsi que le programme du parti. Mais certaines parties de ce programme ont besoin d'être actualisées ou révisées.

Ce sera une tâche ultérieure du parti. Dès à présent, le matériel de propagande et les travaux de formation doivent être orientés dans ce sens.

L'objet d'un tel projet est de centrer chaque lutte sectorielle sur un objectif commun, ce qui condamne au passage la pure défense d'intérêts économiques retardataires.

33) Organiser la capacité collective des masses à assurer cette transformation sociale.

Cette tâche appelle quatre types d'aptitudes que le parti doit se donner :

— il doit d'abord être capable de choisir à chaque moment les objectifs de lutte et les tactiques com-

patibles avec sa stratégie générale. C'est tout le problème du choix des mots d'ordre et du contenu politique des campagnes (point 3 de l'ordre du jour du conseil national).

— Il doit disposer d'un grand nombre de militants qui soient des animateurs au sein des mouvements de masse. Sachant respecter la confiance que la base fait à ses organisations de masse, syndicales notamment, ils doivent pourtant être capables de faire jaillir de nouveaux mots d'ordre et de nouvelles formes de lutte quand le besoin s'en fait sentir. Les militants révolutionnaires sont constamment guettés par les déviations de la surenchère permanente et du sectarisme, avec lesquelles il nous faut savoir rompre aujourd'hui.

— Il doit mettre en place des moyens de diffusion puissants et adaptés à l'ensemble de ses luttes. C'est un problème de discipline financière en même temps que de capacité politique et technique. Ces points sont abordés par ailleurs.

— Enfin et surtout, le parti doit se donner une beaucoup plus forte capacité d'intervention propre dans l'action directe. C'est tout le problème de la création du parti capable de diriger une révolution socialiste e pays développé. Le P.S.U. constitue le premier élément d'un tel parti, il n'y suffira pas seul. C'est l'affaire de tous les militants effectivement engagés dans l'action de masse. Le P.S.U. a déjà engagé et il entend continuer la discussion avec ces militants.

avec ces militants sur le rôle, la nature, le programme et l'orientation d'un tel parti. Celui-ci, pour nous, d'un tel parti.

Tout en laissant à chaque militant et à chaque courant démocratiquement, la possibilité de s'exprimer sur tous les points, un tel parti ne peut s'identifier à aucun des systèmes idéologiques qui caractérisent chacun des groupes. Il ne peut se forger que sur une compréhension commune de la réalité présente du capitalisme et à travers l'expérience réelle des luttes ouvrières des masses. La confrontation engagée par le parti exige une lutte politique vigoureuse contre le sectarisme et le dogmatisme, et sur l'orientation des thèses de Dijon. Cet objectif doit constituer l'initiative centrale de nos luttes dans la période qui s'ouvre.

34) L'action pratique dans l'immédiat.

Une stratégie consiste à définir d'abord un certain nombre d'objectifs : on l'a tenté ci-dessus.

A l'appui de ces objectifs, la stratégie suppose la définition des alliances, des moyens, des terrains de lutte et des formes de lutte. Certains de ces points ont été abordés dans la première partie, d'autres le sont dans d'autres rapports soumis également au Conseil national.

34) Problèmes d'alliances.

De ce qui vient d'être dit sur la situation présente, sur la stratégie du P.S.U., et sur la pratique du P.C.F. il résulte à l'évidence que les conditions ne sont pas mûres pour qu'un pacte d'alliance positif vienne sceller au sommet la convergence des luttes menées par le P.C.F., le

P.S.U. et le P.S. Au contraire la politique du P.C. qui prétend au contrôle absolu des luttes sociales et n'accepte le débat que quand il peut imposer ses vues est une politique de division.

C'est notamment pourquoi notre pratique doit rester unitaire, en ce sens que les travailleurs savent aussi bien que nous que la victoire ne nous sera possible qu'ensemble et que l'unité au sommet ne pourra résulter que d'une pratique unitaire à la base. Dans ces conditions, notre attitude doit s'inspirer des principes suivants :

— accepter, voire rechercher, toutes les occasions de débats et de confrontation publique, pour mener sans esprit de compromis la lutte idéologique ;

— prendre l'initiative de multiples actions concrètes sur le terrain, notamment à l'occasion de nos campagnes, en essayant de leur donner la base la plus largement unitaire possible, le préalable n'étant pas l'unité mais la réalité de la lutte ;

— refuser de se laisser engluier dans les négociations d'organisation à organisation, qui dans l'état actuel des choses, ne peuvent avoir aucun débouché, mais rechercher le débat public sur les problèmes qui font difficulté ;

— refuser notamment toute perspective « d'unité de la gauche non communiste », pour cette raison notamment que le problème essentiel est d'amener à la lutte avec le courant socialiste quantité de travailleurs de l'agriculture, de l'industrie ou de l'enseignement qui y sont prêts alors qu'ils sont encore largement influencés par les organisations du parti communiste.

— ne jamais refuser une proposition d'unité sans en donner publiquement les raisons politiques majeures, et au contraire faire nous-mêmes des propositions d'action unie chaque fois que la chance de voir l'unité se faire sur une base politique juste et grande ;

— enfin mettre de manière constante l'accent sur le fait que, pour nous, le terrain de lutte essentiel est celui des luttes sociales et subordonner à cela notre pratique des relations avec les organisations politiques.

342) L'action permanente du parti.

Les décisions concernant les campagnes d'action pour 1969-1970 font l'objet de textes distincts.

Il reste à dire ici que l'ensemble des organisations du parti doivent avoir pour préoccupation d'être constamment présentes sur le terrain, dans toutes les luttes dont la perspective peut se rattacher à celle du courant socialiste. Les militants du P.S.U. doivent appartenir à une organisation de masse, dès qu'une lutte s'y prépare, ils doivent en avertir le parti pour organiser son appui à cette lutte. Ils doivent aussi en informer systématiquement « Tribune Socialiste » qui n'a pas d'autres possibilités d'information.

Bien entendu, la priorité donnée aux campagnes nationales d'action n'est pas incompatible avec la possibilité pour les militants de lancer localement des actions d'autres ty-

pes, sur d'autres fronts si la possibilité en est ouverte. L'essentiel est d'en finir avec les sections « café du commerce » où l'on se borne à discuter de la situation générale.

Enfin, naturellement, la présence du parti à toutes les élections générales et partielles à tous niveaux, cantonales comprises, est indispensable pour affirmer notre force, la continuité de notre action, le rodage de nos militants au travail de réunion publique et de propagande, et le développement de notre implantation.

343) *Objectifs pratiques pour les deux ans qui viennent.*

Ce paragraphe terminal n'a pas d'autre objet que de faire le lien entre différents travaux menés par des organismes distincts.

Un premier objectif concerne le développement du P.S.U. lui-même. Cela suppose :

— l'établissement et la réalisation des plans d'implantation (cf. circulaire de juillet aux secrétaires fédéraux) ;

— l'intensification de notre effort de formation. Ce sera l'objet d'une commission spéciale au Conseil national ;

— l'amélioration de nos moyens de diffusion. Ce sera l'objet de la conférence nationale presse propagande ;

— enfin l'amélioration de l'organisation du parti proprement dit. Outre le débat qui doit se tenir sur le rapport spécial concernant cette question, la direction politique nationale doit se donner pour objectifs :

● introduire plus de rigueur et de rapidité dans notre gestion financière ;

● de trouver de nouveaux locaux pour le parti. Cela appellera la création d'une société au capital de laquelle tous les membres du parti seront appelés à participer ;

● d'améliorer nos moyens en ce qui concerne les services d'ordre et la sécurité.

L'autre objectif fondamental pour les deux ans qui viennent est la structuration du courant socialiste en ensemble capable d'intervention commune dans chacun des secteurs de lutte. C'est l'objet des rencontres spécialisées.

Ces tâches sont nombreuses et harassantes. Mais c'est à travers elles que progressera et se transformera l'outil capable de contribuer puissamment à la naissance d'une société socialiste développée.



L'organisation du Parti

Pour la première fois dans l'histoire du P.S.U., les conditions dans lesquelles se développe l'action du Parti nous amènent à entreprendre une réflexion très complète sur les problèmes d'organisation.

Ceci explique :

— que le rapport présenté ci-après soit un texte long ;
— que sa rédaction, fruit des efforts collectifs du BN, puis de la DPN, pêche quelquefois par manque de précision.

Ces deux caractéristiques, qui constitueraient des défauts graves dans le texte définitif à sortir du Conseil National, nous paraissent pour l'heure de nature à faciliter le lancement dans le Parti d'une réflexion très ouverte et très complète sur ces problèmes devenus décisifs. Pour faciliter l'utilisation de ce texte, il importe toutefois de préciser qu'il appelle trois discussions :

1^{re} discussion : comment transposer dans l'organisation du Parti l'orientation définie par les thèses de Dijon ?

2^e discussion : comment l'organisation mise en place peut-elle être contrôlée ?

— par des directions politiques à tous les niveaux
— par les militants

Ce problème étant évidemment distinct de celui du contrôle des directions politiques, par les militants, qui est traité dans les statuts du Parti et la thèse 14.

L'idée générale présente dans le texte est de remplacer la structure actuelle : pyramide de directions politiques contrôlant mal des secteurs d'actions verticaux (fronts de lutte) en voie de constitution, par une structure « quadrillée » dans laquelle chaque Direction Politique (= organisme statutaire, section, Fédération, National) intègre l'action des différents secteurs au moyen de décisions politiques dont l'autorité s'impose à la portion de secteur de niveau correspondant (autorité des décisions politiques de la section vis-à-vis des différents groupes d'action, etc.).

3^e discussion : elle porte sur l'annexe au rapport. La plupart des organes non statutaires nécessaires au fonctionnement du Parti ont été créés par la pratique. Il s'agit de rationaliser leur structure et leurs liaisons en fonction des conclusions tirées des deux premières discussions. Il est bon d'insister sur le fait que l'apparente complexité des dispositions proposées n'est pas artificielle : c'est la réalité du Parti. Il est indispensable de discuter en pleine clarté de ce qui existe et des transformations nécessaires ; faute de quoi, le risque de bureaucratie (qui s'installe toujours à la faveur de l'obscurité — imposée ou acceptée) est grand.

Les objectifs directeurs de l'organisation

Pour une formation politique, l'action possible en fonction des conditions objectives, les responsabilités en fonction des rapports de force et de la stratégie suivie et l'organisation interne du Parti sont des problèmes indissolublement liés. A chaque étape du développement du Parti correspond des formes d'organisation adéquates. Il est indéniable que l'évolution très rapide des derniers mois a comme conséquences que les formes d'organisation et les structures existantes forment un obstacle aux possibilités de développement du Parti.

Les réflexions qui suivent sur l'évolution du parti et les mutations qui s'y sont produites précèdent des propositions qui éclairent et précisent les solutions retenues par le Parti et exposées dans la thèse 14.

Les événements des 18 derniers mois, depuis le mouvement de Mai jusqu'aux actions successives, éclairent d'un jour nouveau le problème des voies vers le socialisme en France et des formes d'organisation pour y parvenir. Il apparaît à l'évidence que le renversement du régime capitaliste et l'instauration d'un pouvoir des travailleurs, en transition vers le socialisme, ne peut résulter aujourd'hui

● ni de l'obtention d'une majorité parlementaire par les moyens traditionnels de l'action légale ;

● ni d'une agitation minoritaire, qu'elle soit spontanée ou conduite par une avant-garde auto-proclamée.

Seule une action de masse en profondeur, liée aux revendications quotidiennes et aux aspirations des travailleurs peut créer les conditions d'une nouvelle offensive, à la condition de ne pas rester limitée aux seuls aspects économiques et sociaux des problèmes, mais d'y apporter chaque fois, dans un effort constant d'explication et de formation la dimension politique.

Cette tâche, dans l'état actuel des choses, ne peut être menée à bien.

● ni par les organisations social-démocrates, dépourvues à la fois de perspectives politiques et de lien concret avec les batailles sociales ;

● ni par le Parti Communiste Français, fortement implanté dans les luttes sociales, mais enfermé dans une attitude d'immobilisme oppositional, sans débouché sur la prise du pouvoir et la transformation du régime ;

● ni par les petites organisations d'extrême-gauche, dont les perspectives politiques hautement affirmées ne peuvent compenser l'absence réelle d'implantation chez les travailleurs.

Malgré la modestie de ses effectifs,

les faiblesses de son organisation et les incertitudes de sa formation idéologique, le P.S.U. se trouve donc dans une situation de responsabilité historique et nous devons nous efforcer de le transformer, pour le rendre capable d'y faire face.

Les structures et les habitudes de fonctionnement du P.S.U., comme celles de toutes les organisations politiques en France, sont l'héritage d'une tradition social-démocrate axée sur le travail de propagande en vue de succès électoraux, dans le cadre géographique de la circonscription. Elles sont mal adaptées aux nécessités d'une présence active dans des secteurs multiples d'activités sociales et économiques. Nous devons donc chercher les formes souples d'organisation qui assureront une présence

plus efficace de nos idées dans ces actions prioritaires.

Cependant, il y aurait un risque certain à corriger une erreur par l'erreur contraire, en laissant l'action du parti se diluer dans un ensemble de batailles sociales, économiques, culturelles, dont il ne serait plus que le très vague animateur. Bien au contraire, plus la présence du parti dans les actions de masse orientera nos militants vers des secteurs divers, plus la cohésion du parti, l'élaboration démocratique et le respect discipliné d'une ligne politique commune seront nécessaires.

Il est clair enfin qu'une telle unité, condition de la cohérence des actions de masse dans leurs secteurs respectifs, ne saurait venir des seules formes d'organisation. Le renfor-

Les conditions au renforcement de l'organisation

● une meilleure conscience et connaissance politique de nos militants.

Pour mettre en place une organisation solide susceptible de permettre au Parti de remplir mieux les tâches qu'il s'est fixées, il est nécessaire de s'interroger sur deux problèmes essentiels :

● la forme d'organisation a une forte influence, à terme, sur l'orientation politique : un parti dont la forme d'organisation est prioritairement le comité électoral n'arrivera pas à s'intégrer à l'action de masse. C'est en constatant cette évidence que le P.S.U. s'est donné les moyens d'intervenir dans l'action de masse en créant les *groupes*

● l'ensemble des organismes mis en place pour faire fonctionner le Parti constitue une organisation dotée de moyens qui forment un appareil. Son importance est très grande à partir du moment où la lutte nécessite des formes d'organisation avancées. Plus cet appareil est efficace, plus il a tendance à obéir à sa propre logique de fonctionnement, avec la meilleure conscience du monde. Le problème de l'adaptation perma-

nente de cette logique à l'orientation politique du Parti, c'est-à-dire le problème du contrôle politique permanent se pose immédiatement, aussi bien pour les structures d'organisation que pour l'appareil.

Il n'est pas possible d'échapper à ce problème : l'expérience de notre propre Parti le prouve. Depuis mai 68, la nécessité d'intervenir dans un certain nombre de secteurs a poussé à mettre en place des éléments d'appareil *dont personne ne nie l'utilité* : entreprises — enseignement — jeunes, par exemple. D'autres pré-existaient (étudiants), en fonction de nécessités d'actions durement ressenties dès avant 68.

On déplore largement les insuffisances de certaines fractions de l'appareil actuel : administration, formation, publications, etc. Or, ces éléments d'appareil très insuffisants, ne sont actuellement contrôlés par la Direction Nationale que grâce à la bonne volonté de leur responsable respectif, et à peu près pas du tout par la base qui ne possède pas, pour l'heure, les moyens de ce contrôle.

Ces deux considérations définis-

sent les conditions préalables au renforcement de la démocratie à tous les échelons passe par une amélioration du niveau de conscience et d'expérience politique de nos militants.

C'est seulement à ce prix qu'ils seront capables à la fois de développer le P.S.U. et d'apporter une perspective politique nouvelle à travers leur participation exemplaire aux actions de masse.

Les objectifs directeurs de l'organisation sont les suivants :

● une meilleure insertion dans les luttes de masse ;

● une meilleure efficacité de notre organisation et un renforcement du rôle des Directions politiques à tous les niveaux ;

sent les conditions préalables au renforcement de l'organisation :

● adapter l'organisation aux tâches à long terme du Parti : la prise du pouvoir et son exercice dans une société de transition non oppressive, dans le cadre de l'hégémonie du prolétariat.

Courrier des Entreprises

Le courrier des Entreprises est paru.

Avec au sommaire, notamment le compte rendu du stage national entreprise de juillet.

Il sera distribué aux abonnés seulement.

Les militants du P.S.U., et tout particulièrement les sections et groupes d'entreprise, doivent s'abonner eux-mêmes pour le recevoir.

6 F pour 6 numéros à adresser à « T.S. », 54, boulevard Garibaldi.

Prix du numéro : 1 F.

Les objectifs à long terme du Parti dans le domaine de l'organisation

● renforcer les moyens de contrôle de l'organisation et des appareils qu'ils suscitent.

Prendre le pouvoir et l'exercer dans une société de transition exige un *soutien populaire* important et de longue durée ; c'est-à-dire un haut niveau de conscience politique, des masses : nous devons élever le niveau de conscience politique, que l'idéologie dominante s'ingénie à maintenir au niveau le plus bas.

Ce haut niveau de conscience politique est une garantie contre les déviations oppressives de la société de transition.

Cette garantie ne suffit pas : elle doit être complétée par le fait que chaque décision politique sera prise au niveau où sa nécessité est ressentie et par les intéressés eux-mêmes. Ceci implique l'existence d'un nombre très élevé d'individus susceptibles de prendre des décisions politiques.

Elever le niveau de conscience politique

Le parti doit réunir les conditions qui permettront l'apparition et la formation d'un très grand nombre de responsables politiques.

Seule la lutte de masse élève le niveau de conscience politique, à condition toutefois que le sens politique des luttes permanentes contre l'oppression capitaliste soit expliqué à tout moment.

Le parti doit donc :

● participer à toutes les luttes de masse. Il doit pour cela intervenir en permanence dans les secteurs où la lutte de masse est déjà engagée, c'est-à-dire au niveau des organisations de masse qui animent ces luttes. Le parti ne peut se substituer à l'organisation de masse. Le secteur du parti intéressé doit vivre en symbiose étroite avec l'organisation de masse, donc s'ouvrir très largement sur cette organisation. La meilleure formule semble être qu'à tous les niveaux du secteur (niveaux adaptés à ceux de l'organisation de masse correspondante) co-existent des militants membres ou non du Parti. Ceci peut conduire à la mise en place de structures permettant d'accueillir les sympathisants. Mais il s'agit là d'un problème de statuts du

Parti, qui ne peut être traité dans le présent rapport.

Le secteur, moyen d'intervention du Parti, doit donc être une structure *verticale* (du groupe d'action à la direction Nationale du secteur) ouverte à tous les niveaux sur l'extérieur.

Plus grand sera le nombre de militants P.S.U. impliqués dans l'action de masse, plus grande sera l'efficacité de ce moyen d'intervention : à la limite, tous les militants du P.S.U. (sauf ceux qui sont appelés à des tâches internes au Parti) doivent appartenir à un groupe d'action.

Ceci suppose évidemment que toutes les activités dans lesquelles le Parti doit intervenir au niveau local soient appuyés par la mise en place des secteurs verticaux correspondants. Ces structures résoudraient en particulier le problème des groupes locaux, créés artificiellement sur le modèle des groupes d'action, mais dont les attributions sont en fait celles des sections. Le groupe (chaque groupe !) a donc tendance à vouloir remplacer la section dont il est issu. Les efforts tendant à maintenir artificiellement ces deux structures identiques deviendraient sans objet si le développement des secteurs action locale (habitat, transport, etc.) action familiale et vie quotidienne organisations de masse de l'espèce, etc.) et d'autres s'inséraient dans les groupes d'action tous les militants

non impliqués actuellement dans l'action « entreprise » ou « université ».

(Voir plus loin le rôle des Directions.)

Susciter un grand nombre de responsables politiques

● susciter des luttes de masse en sensibilisant les masses sur certains problèmes par les *campagnes* (qui intègrent l'action des différents secteurs) avec comme objectifs :

— une impulsion donnée à l'action des organisations de masse (ex : le contrôle)

— la création d'organisations de masse ouvrant un nouveau front de lutte (ex : la ville — OTAN)

● intervenir dans la lutte idéologique ; par la formation de militants, mais surtout par le développement en nombre et en diffusion de nos *publications*

Le développement des luttes et l'élévation du niveau de conscience politique des masses suscitera l'apparition de responsables politiques. Ils ne seront pas forcément tous membres du P.S.U., même si un grand nombre d'entre eux le rejoignent, mais nous devons faire du maximum d'adhérents du P.S.U. des militants capables de prendre des initiatives politiques.

Le contrôle de l'organisation

Le contrôle politique par la base

Le contrôle politique par la base.

En dehors du contrôle par la base des directions statutaires, contrôle prévu par le statut, la seule garantie réelle réside dans la formation politique des militants. Pour que cette formation puisse s'appliquer au contrôle de l'appareil, il est toutefois nécessaire que celui-ci et ses activi-

tés soient bien connus. Devront donc paraître dans le Courrier du P.S.U. des informations précises sur :

L'organisation est un outil à la disposition de l'ensemble des directions statutaires du parti

● l'organisation de l'appareil dans

Ceci suppose deux choses :
● la formation qui permet d'agir après avoir analysé une situation politique

● la décentralisation de l'initiative politique

La formation

Investir en priorité sur la *formation politique générale*

● dans les sections (librairie — débats sur les éditos ou certains textes de « T.S. », etc.)

● dans les secteurs d'action (formation générale des militants spécialisée dans une forme de lutte de masse)

● dans les régions (écoles — débats théoriques, etc.)

● au niveau national (formation politique de responsables dans l'école des cadres).

● Lier au maximum la formation à l'action en particulier à l'occasion des *campagnes* (ex : la campagne « contrôle » : la propagande est faite sur le contrôle, la formation sur l'autogestion — la campagne « ville » : propagande sur Chalandon, spéculation, etc. formation sur l'aliénation. OTAN ; propagande sur le Pacte Atlantique : formation sur l'impérialisme) ;

la décentralisation de l'initiative politique

C'est dans la participation à l'action et aux luttes de masse que chaque militant du P.S.U. doit se former. Pour cela le principe d'une autonomie des initiatives politiques doit être considéré comme la règle dans la mesure où cette initiative se situe dans le cadre des orientations du Parti et où elle ne contredit pas les directives données par les Directions Politiques.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
Soutien à partir de 80 F	

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

son ensemble et dans ses différents éléments

la composition des différents organes, les noms des responsables

● l'activité de l'appareil.

Ceci implique qu'il n'est pas sous la seule autorité de la Direction Nationale. Les commissions, services et centres posent peu de problèmes : sous diverses formes, leur tâche principale étant de répondre à la demande.

Les secrétariats, qui s'adressent di-

rectement aux directions apolitiques, (fédérations, sections), ne présentent que peu de danger, si ces directions politiques sont actives. Les secteurs par contre posent un problème délicat : rassemblant des militants en dehors des structures statutaires du parti, dont certains ne sont pas membres du P.S.U., ils risquent plus que d'autres organismes, d'échapper au contrôle. Il faut donc :

● donner effectivement à chaque direction statutaire autorité sur la portion du secteur de niveau correspondant : section sur le groupe, fédération sur l'éventuel échelon départemental ou régional, etc. Pour permettre aux directions de jouer ce rôle, les bulletins, courriers ou toute autre information devront être automatiquement communiqués aux directions politiques. Le but de cette disposition n'est pas seulement de permettre le contrôle. Elle facilite aussi la prise de conscience, par l'ensemble des directions statutaires, de la réalité vécue des luttes.

En cas de conflits, les secteurs ont la possibilité de saisir les directions politiques dans le cas notamment où leur action s'inscrit dans le cadre des directives et des délibérations des organes statutaires.

● intégrer dans les directions nationales de secteurs des militants de base, de préférence provinciaux.

Le rôle des directions

En fait, c'est le parti pris dans son ensemble qui doit jouer un rôle de direction politique. Il est le « centre » d'orientation dans la lutte contre le pouvoir capitaliste, centre dont l'originalité et l'autonomie ont été affirmées au Congrès de Dijon et qui, de ce fait, peut bien se passer des alliances avec d'autres centres politiques, mais ne peut subordonner ses prises de position et sa stratégie aux prises de position et aux stratégies d'autres centres et notamment du P.C.F. Pour exercer son rôle dans chaque secteur de luttes, pour organiser les relations avec les organisations de masse présentes dans ces secteurs, il est nécessaire que l'application des orientations générales du parti soit définie par des directions politiques « sectorielles » (étudiants, enseignement, agriculture, etc.), mais aussi que chaque groupe de base du parti engagé dans l'action contribue à élaborer cette application à partir de ses tâches concrètes et de ses actions réelles.

Il s'agit ici de relations verticales propres à chaque secteur d'animation du parti, relations qui impliquent dans chaque cas l'organisation du débat (rencontres nationales, journées d'études, circulation d'informations pratiques).

Cette conception de l'intervention du parti par groupes d'action sectoriels reliés entre eux et animés par une direction politique propre risquerait de conduire rapidement soit à un éclatement du parti, soit à une pratique corporatiste, si en même

temps, la coordination politique n'était pas réalisée à tous les niveaux. En réalité, ce risque n'est encore que potentiel car il existe encore peu de « groupes d'action ».

Mais c'est peut-être précisément pour ne pas donner prise à ce risque que beaucoup de fédérations hésitent à créer des groupes d'action à partir de sections existantes.

Il est essentiel que, tout en laissant une autonomie dans l'action et dans la préparation de l'action aux groupes, il y ait toujours confrontation des expériences de lutte des différents secteurs pour maintenir une relation entre l'orientation générale du parti et sa pratique.

C'est aux sections et aux fédérations d'organiser cette confrontation ; elles doivent être des organes de cohésion non seulement pour ce qui concerne les initiatives prises par les groupes, mais pour les prises de position publiques des membres du parti. A partir du moment où le parti affirme une orientation précise à travers ses délibérations statutaires, il est anormal que des responsables réputés appartenant au P.S.U. prennent des positions contraires.

Il convient de mieux préciser la fonction des sections. Non pas en tant que groupes territoriaux ayant une vocation spécialisée, par exemple pour l'action locale, et les élections, mais comme centres de la formation et de la décision politiques. Il n'est pas admissible que toute formation dérive uniquement de la réflexion sur l'expérience d'un front de lutte. En revanche, la formation politique organisée dans le cadre de la section doit s'appuyer sur l'expérience concrète des groupes spécialisés.

Cette autorité de la décision politique de la section sur les groupes entraîne une conséquence sur le plan de l'adhésion : c'est un acte politique global qui doit se faire *en section*. La section peut décider par contre que l'appartenance à un groupe d'action est *obligatoire* (et elle devra même le décider, sauf pour les adhérents chargés des tâches internes du parti, lorsque tous les secteurs verticaux existeront).

Au niveau national, la coordination des directions politiques de secteur est assurée par la direction Nationale.

Mais la D.P.N. ou le B.N. ne sont pas la réunion des représentants des organismes d'action. La responsabilité de l'animation (idées d'action, etc.) et du contrôle est politique et donc assurée par la D.P.N. dans son ensemble, et le B.N. dans son ensemble. Elle ne peut être déléguée complètement à un membre de la Direction. Ceci n'est d'ailleurs pas vrai pour les seuls secteurs, mais pour tous les organismes. La responsabilité de la gestion de ces différents organismes (application par ces organismes des décisions prises collectivement) doit par contre être exercée personnellement par un membre de la Direction.

Journée d'étude

Revue Mensuelle

Pour le renouveau du syndicalisme enseignant
En vente à Tribune Socialiste
Numéro triple : 2 F

Le 5 octobre 1969 à Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne)
organisée par quelques camarades du P.S.U. de l'Essonne
et du Val-de-Marne,
avec la participation de militants ouvriers européens

ORDRE DU JOUR

Examen des différentes expériences récentes, en France ou dans d'autres pays d'Europe, du point de vue de la constitution (possible ou non) d'un mouvement révolutionnaire européen.

Cette réunion se tiendra à la mairie de Boissy-Saint-Léger (salle de la Justice de Paix) de 10 h à 18 h environ.

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h).

EDITIONS DU SEUIL

— LES COMMUNISTES FRANÇAIS, d'Annie Kriegel	7,50 F
— DEVELOPPEMENT ET SOCIALISME, de René Dumont	24,00 F
— LE JAPON - 3 ^e GRAND -, de Robert Guillaud	24,00 F
— HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, de François Fetjö	
Tome I - l'Ere de Staline	30,00 F
Tome II - Après Staline	36,00 F
— HO CHI MINH, de Jean Lacouture	6,00 F

EDITIONS MASPERO

— ROSA LUXEMBURG, Œuvres	
Tome I	6,15 F
Tome II	6,15 F
— SUR LE FASCISME, de Daniel Guérin	
Tome I, la Peste brune	6,45 F
Tome II, Fascisme et grand capital	6,15 F
— LA REPONSE SOCIALISTE AU DEFII AMERICAIN, de Ernest Mandel	8,90 F

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine ..	15,00 F
— LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine ..	20,00 F
— MARX ET ENGELS, D. Riazanov (conférence faite au cours de marxisme à l'Académie socialiste en 1922)	15,00 F

EDITIONS OUVRIERES

— LES ROUAGES DE L'ECONOMIE, J.-M. Albertini	11,40 F
— LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, Jean-Luc Bodiguel	26,00 F
— HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS, Jean Bron	
Tome I, le Droit à l'existence	18,00 F
Tome II, en préparation	
— CONNAISSANCE DE L'ENTREPRISE, Maurice Cliquet	9,00 F

CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES

— LES PROBLEMES DE LA PLANIFICATION SOCIALISTE, Tables rondes avec J.-M. Vincent, Ernest Mandel, M. Bridier, Y. Craipeau, P. Naville	12,00 F
--	---------



LIBRAIRIE
TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi
Paris-15° C.C.P. 58 26 65

Lutte politique et lutte syndicale

Jacqueline Giraud

Il y a un an, dans la « Revue française de sociologie » (1), le sociologue Claude Durand publiait les résultats d'une enquête effectuée avant le mouvement de mai, auprès de 1.080 militants syndicaux.

Au moment où nos camarades militant dans les entreprises se trouvent souvent confrontés à la réticence, voire à l'hostilité des militants syndicalistes, il nous a paru utile de faire une brève analyse des résultats de cette enquête sur les conceptions du syndicalisme en France.

Au terme de son enquête, l'auteur a été conduit à définir six types d'action syndicale. Mais, parmi celles-ci deux lui paraissent les plus représentatives du syndicalisme français : il les baptise « syndicalisme de classe » et « syndicalisme gestionnaire ». L'une et l'autre étant, quoique de manière différente, porteuse de visées politiques. Ce qui les différencie des quatre autres formes, centrées sur la défense des intérêts corporatistes, professionnels et économiques, ou sur la seule négociation contractuelle.

Pour le « syndicalisme de classe » la lutte dans l'entreprise n'est qu'une forme de lutte de classes tenant à l'emprise du capitalisme dans la Société. « La référence centrale du syndicalisme de classe est la contestation qui prend la forme d'une critique du système capitaliste. »

Par syndicalisme gestionnaire, l'auteur entend « un syndicalisme qui met en relief les problèmes politiques de gestion, non seulement dans l'entreprise, mais aussi dans la société (...) Par ce primat du champ social de l'action, le syndicalisme gestionnaire conserve une analogie formelle avec le syndicalisme de

classe, et c'est en effet ce qui lui donna sa signification politique. Mais le contenu et le ton des deux formes d'action sont radicalement différents : optimiste quant aux possibilités d'influencer les décisions, le syndicalisme gestionnaire mène une action qui se veut participante et constructive à tous les niveaux. »

Ces deux types d'action ne représentent pas une description fidèle de la pratique réelle ni de l'idéologie officielle des organisations syndicales.

Mais elles permettent d'abstraire les formes les plus typiques de cette action.

Le syndicalisme de classe est tout juste majoritaire (51 %) parmi les 623 cégétistes interviewés. Quant au syndicalisme gestionnaire il concerne 45 % des 284 militants de la C.F.D.T. interrogés, les autres se répartissant sur toutes les formes d'action indiquées au début (6 % pour le syndicalisme de classe).

Quelle politisation

Analysés par secteur de travail les résultats de l'enquête montrent que le syndicalisme de classe est plus répandu dans le secteur public et nationalisé d'une part, d'autre part dans les industries d'équipement. Comme si la plus grande proximité des centres de décision économique (secteur public) et l'appartenance aux secteurs moteurs de l'économie (équipement) favorisaient la politisation de l'action syndicale.

Mais que faut-il entendre par « politisation de l'action syndicale » ? L'aspect le plus intéressant de l'enquête concerne une série de questions sur le primat de l'action politique ou de l'action syndicale et, en corollaire, sur le rôle des syndicats. Or, si le syndicalisme de classe « est ouvertement politique en ce sens qu'il estime que la réussite

de l'action syndicale est conditionnée par le succès de l'action qui se déroule sur le terrain politique, en revanche il apparaît comme moins politisé dans son mode de mobilisation des travailleurs : le syndicalisme de classe tend à privilégier les revendications immédiates aux dépens du programme économique qu'il juge irréalisable tant que n'est pas modifiée la situation politique ».

A l'inverse, « il n'y a pas dans le syndicalisme gestionnaire d'affirmation du conditionnement de l'action syndicale par l'action politique ; mais cette attitude laisse le champ libre pour une plus grande politisation de l'action syndicale proprement dite ». Avec toutes les ambiguïtés « participationnistes » que cela peut comporter.

L'auteur en conclut qu'il convient de distinguer deux formes de politisation : celle du syndicalisme de classe « qui subordonne le succès décisif de l'action syndicale à celui d'une action politique qui se déroule parallèlement » ; elle est particulièrement forte dans le secteur public et les industries d'équipement. Et celle du syndicalisme gestionnaire « qui donne priorité à l'action syndicale sur l'action politique, mais qui en même temps politise l'action syndicale en faisant davantage confiance au syndicalisme pour qu'il transforme les structures économiques. Sous cette forme plus moderne, la politisation de l'action n'est pas moindre dans le privé que dans le public ; mais à l'intérieur du secteur public, elle est plus importante dans les industries d'équipement que dans les services publics. »

A la lumière de mai 1968

Pour Claude Durand, les événements de mai 1968 ont confirmé les résultats de cette étude.

« L'enquête montrait que pour les syndicalistes de classe, majoritaires à la C.G.T., la « solution des problèmes sociaux » dépendait davantage de l'action politique que de l'action syndicale et que dans la mobilisation des travailleurs les revendications immédiates l'emportaient sur la préoccupation des transformations économiques. Ceci n'est pas sans analogie avec la position de la C.G.T. dans les récents événements (...) Dix millions de grévistes occupant leurs entreprises n'ont pas été jugés comme une force syndicale suffisante à renverser le régime, le changement politique étant attendu du renversement électoral de la majorité parlementaire. »

Par contre la « propension du syndicalisme gestionnaire à une politisation de l'action syndicale proprement dite paraît avoir agi à la C.F.D.T. dans le sens d'un comportement mieux adapté à la crise socio-politique, les mots d'ordre « auto-gestionnaires » et les revendications co-gestionnaires ayant finalement fait figure d'une action plus avancée et plus créatrice de structures sociales nouvelles que l'action revendicative plus traditionnelle de la C.G.T. ».

Il n'en faut pas moins conclure que, si l'analyse de Claude Durand rend assez bien compte de l'attitude des deux grandes directions syndicales, elle n'exprime absolument pas l'émergence, à la base, d'une nouvelle attitude syndicale fondée sur la lutte de classes, mais pour qui celle-ci ne justifie pas le renvoi des transformations de structures aux seules instances politiques. Un syndicalisme révolutionnaire qui englobe quantitatif et qualitatif, celui, précisément, qui a fait mai 1968, et qui lui survit. □

1) Numéro de juillet-septembre 1968. Ed. C.N.R.S.